

FORMULAIRE DE DEMANDE

Pour l'octroi d'un concours financier communautaire dans le domaine du réseau transeuropéen de transport

Programme de travail pluriannuel 2007-2013

APPEL A PROPOSITIONS 2007

PART A

Information administrative

TITRE DU PROJET

<p>Nouvelle liaison ferroviaire Lyon-Turin Partie commune franco-italienne de la section internationale <i>(section transfrontalière du Projet Prioritaire VI)</i></p>	<p>Nuovo collegamento ferroviario Torino-Lione Parte comune italo-francese della tratta internazionale <i>(sezione transfrontaliera del Progetto Prioritario VI)</i></p>
--	--

MODE DE TRANSPORT

<p>Ferroviaire Ligne conventionnelle</p>	<p>Ferroviario Linea convenzionale</p>
---	---

CANDIDATS (-s)

N.	Denomination	Etat Membre	Status légal
1a	Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables	France	État Membre
1b	Ministero delle Infrastrutture	Italie	Stato Membro

Cadre réservé à la DG TREN

Reçu le :

Numéro:



A1 INFORMATIONS ADMINISTRATIVES SUR LES CANDIDATS

1. ETAT MEMBRE CANDIDAT POUR L'OCTROI D'UN CONCOURS FINANCIER DE LA COMMUNAUTE (Si plus d'un Etat Membre est candidat, veuillez copier cette page et donner un numéro à chacun)

N.1a

1.1 Nom officiel de l'Etat Membre

Nom du Ministère

Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables

Adresse officielle complète

Arche Sud, 92055 La Défense Cedex, FRANCE

1.2 Personne autorisée à signer ce formulaire de candidature

Nom

M. Patrick VIEU

Fonction

Directeur des Transports ferroviaires et collectifs

Adresse

Arche Sud, 92055 La Défense Cedex, FRANCE

Téléphone

+33 (0)1 40 81 25 27

Fax

+33 (0)1 40 81 15 27

E-mail

patrick.vieu@equipement.gouv.fr

1.3 Personne à contacter/personne responsable pour la candidature

Nom

M. Olivier ROLIN

Fonction

Chef du bureau des grandes opérations d'infrastructures

Adresse

Arche Sud, 92055 La Défense Cedex, FRANCE

Téléphone

+33 (0)1 40 81 87 23

Fax

+33 (0)1 40 81 16 61

E-mail

olivier.rolin@equipement.gouv.fr

1.4 Le cas échéant: Une entreprise publique ou privée ou toute entité chargée de mettre en œuvre le projet, désignée par l'Etat Membre sous sa responsabilité

Nom officiel complet

Lyon Turin Ferroviaire SAS

Adresse officielle complète



1091, avenue de la Boisse, BP 80631, 73006 Chambéry Cedex, FRANCE

Patrick VIEU
Date

Signature et tampon de l'Etat Membre candidat

(comme nommé aux points 1.1 et 1.2)
Le Directeur des transports
ferroviaires et collectifs

13 JUL. 2007

1. ETAT MEMBRE CANDIDAT POUR L'OCTROI D'UN CONCOURS FINANCIER DE LA COMMUNAUTÉ (Si plus d'un Etat Membre est candidat, veuillez copier cette page et donner un numéro à chacun)		N.1b
1.1 Nom officiel de l'Etat Membre		
Nom du Ministère	Ministero delle Infrastrutture	
Adresse officielle complète	Via Nomentana 2 00161 Roma (Italia)	
1.2 Personne autorisée à signer ce formulaire de candidature		
Nom	Gaetano FONTANA	
Fonction	Capo del Dipartimento per la Programmazione, il coordinamento dello sviluppo del Territorio, il Personale ed i Servizi Generali – Ministero Infrastrutture	
Adresse	Via Nomentana 2 00161 Roma (Italia)	
Téléphone	+39 06 44125200	
Fax	+39 06 44 26 73 73	
E-mail	gaetano.fontana@infrastrutturetrasporti.it	
1.3 Personne à contacter/personne responsable pour la candidature		
Nom	Roberto FERRAZZA	
Fonction	Responsabile Divisione Reti Ten - Ministero Infrastrutture	
Adresse	Via Nomentana 2 00161 Roma (Italia)	
Téléphone	+39 06 44 12 62 02	
Fax	+39 06 44 12 53 89	
E-mail	roberto.ferrazza@infrastrutturetrasporti.it	
1.4 Le cas échéant: Une entreprise publique ou privée ou toute entité chargée de mettre en œuvre le projet, désignée par l'Etat Membre sous sa responsabilité		
Nom officiel complet	Lyon Turin Ferroviaria SAS	
Adresse officielle complète	1091, avenue de la Boisse, BP 80631, 73006 Chambéry Cedex, FRANCE	
Date 13 LUG. 2007		Signature et tampon de l'Etat Membre candidat (documenté aux points 1.1 et 1.2) Capo Dipartimento per la Programmazione ed il Coordinamento Sviluppo, Territorio, Personale e Servizi Generali Arch. Gaetano FONTANA
		

5. IDENTIFICATION FINANCIERE

Veillez fournir le compte bancaire sur lequel le concours financier de la Communauté sera versé sous la responsabilité du bénéficiaire. Vous pouvez télécharger le formulaire d'identification financière, éditable dans votre langue et pour votre pays, et le joindre au formulaire de candidature.

La Fiche « Signalétique financier » est donnée page suivante.

L'extrait de compte du Ministère français est joint en annexe (annexe 1a).

La Scheda "Identificazione finanziaria" è riportata pagina seguente.

L'estratto conto del Ministero francese è allegato al presente dossier (allegato 1a).



SIGNALETIQUE FINANCIER

PRIVACY STATEMENT

http://ec.europa.eu/budget/execution/ftiers_fr.htm

INTITULE DU COMPTE BANCAIRE

INTITULE(1)	MINISTERE DE L'ECOLOGIE DU DEVELOPPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT		
	DURABLES		
ADRESSE	DGPA-FB-AF2 TOUR PASCAL B		
COMMUNE/VILLE	PARIS LA DEFENSE	CODE POSTAL	92055
PAYS	FRANCE		

CONTACT	M. JACQUES DUPENDANT		
TELEPHONE	+33 (0)1 40 81 71 66	TELEFAX	+33 (0)1 40 81 72 25
E - MAIL	jacques.dupendant@equipement.gouv.fr		

BANQUE

NOM DE LA BANQUE	SERVICE DE CONTROLE BUDGETAIRE ET COMPTABLE MINISTERIEL-MINEFI		
ADRESSE (DE L'AGENCE)	23 BIS RUE DE L'UNIVERSITE		
COMMUNE/VILLE	PARIS	CODE POSTAL	75700
PAYS	FRANCE		
NUMERO DE COMPTE	30001 00064 00000090027 07		
IBAN(2)	FR76 3000 1000 6400 0000 90027 07	BIC	BDFEFRPPXXX

REMARQUES:

CACHET de la BANQUE + SIGNATURE du REPRESENTANT
DE LA BANQUE (Les deux obligatoires)(3)

12 JUL. 2007

EUROPE - CORRESPONDANTS

DATE + SIGNATURE DU TITULAIRE DU COMPTE:

(Obligatoire) Pour le Ministre et par délégation
Pour le Directeur des Affaires Financières
et de l'Administration Générale empêché
L'adjoint Le Chef du Bureau de la Comptabilité
Administrative Centrale

Jean-Michel Coste

DATE 12/07/07

(1) Le nom ou le titre sous lequel le compte a été ouvert et non le nom du mandataire.

(2) Si le code IBAN (international bank account number) est d'application dans le pays où votre banque se situe.

(3) Il est préférable de joindre une copie d'un extrait de compte bancaire récent. Dans ce cas, le cachet de la banque et la signature de son représentant ne sont pas requis. La signature du titulaire du compte est obligatoire dans tous les cas.

**IDENTIFICAZIONE FINANZIARIA
ITALIA**

PRIVACY STATEMENT

http://ec.europa.eu/budget/execution/ftiers_fr.htm

TITOLARE DEL CONTO BANCARIO																																
NOME	M	I	N	E	C	O	N	O	M	I	A	F	I	N	A	N	Z	E	F	O	N	D	O	R	O	T	A	Z	I	O	N	E
	A	T	T	U	A	Z	I	O	N	E	P	O	L	I	T	I	C	H	E	C	O	M	U	N	I	T	A	R	I	E		
INDIRIZZO	V	I	A	X	X	S	E	T	T	E	M	B	R	E	9	7																
COMUNE/CITTA'	R	O	M	A																												
CODICE POSTALE																																
	0	0	1	8	7																											
STATO	I	T	A	L	I	A																										
PARTITA IVA																																
CONTATTO	B	E	N	U	S	S	I	T	U	L	L	I	O	A	N	G	E	L	O													
TELEFONO	0	0	3	9	0	6	4	7	6	1	4	3	4	4																		
TELEFAX	0	0	3	9	0	6	4	7	6	1	7	6	2	7																		
E-MAIL	t	u	l	l	i	o	a	n	g	e	l	o	.	b	e	n	u	s	s	i	@	t	e	s	o	r	o	.	i	t		

BANCA																														
NOME DELLA BANCA	T	E	S	O	R	E	R	I	A	C	E	N	T	R	A	L	E	D	E	L	L	O	S	T	A	T	O			
	B	A	N	C	A	D'	I	T	A	L	I	A																		
INDIRIZZO DELL'AGENZIA	V	I	A	X	X	S	E	T	T	E	M	B	R	E	9	7	E													
COMUNE/CITTA'	R	O	M	A																										
CODICE POSTALE																														
	0	0	1	8	7																									
CODICE ABI																														
CAB																														
CONTO	2	3	2	1	1																									
IBAN (obbligatorio)	I	T																												

OSSERVAZIONI

IL CONTO 23211 E' UN CONTO DEL TESORO
E COME TALE NON POSSIEDE CODICE IBAN
NE' CODICI ABI CAB

TIMBRO DELLA BANCA E FIRMA DEL RAPPRESENTANTE DELLA BANCA

(SONO ESCLUSAMENTE OBBLIGATORI (1))



Per copia conforme

Tullio Benussi

27 GIU. 2007

DATA e FIRMA DEL TITOLARE DEL CONTO

(Obbligatorio)



don

11-12-2006

(1) Il timbro della banca e la firma del suo rappresentante non sono necessari se si allega alla scheda di identificazione finanziaria una copia di un estratto conto bancario. La firma del titolare del conto è sempre obbligatoria.

L'extrait de compte du Ministère italien est joint en annexe (annexe 1b).

L'estratto conto del Ministero italiano è allegato al presente dossier (allegato 1b).

6. ENTITE LEGALE

Le formulaire légal des entreprises ou entités publiques et privées, et des organisations internationales doit être fourni. Vous pouvez télécharger le formulaire des entités légales, éditables en votre langue et pour votre pays et le joindre au formulaire de candidature. Veuillez noter que des documents additionnels visés dans le formulaire de l'entité légale doivent être joints.

Non applicable

Non applicable

7. CONDITIONS FORMELLES ADDITIONNELLES POUR LES ENTREPRISES ET LES ENTITES PUBLIQUES ET PRIVEES

7.1 Capacité financière

Les entreprises et les entités publiques et privées doivent avoir la capacité financière d'accomplir l'action pour laquelle la subvention est demandée. Veuillez donc fournir les comptes annuels de la dernière année financière durant laquelle les comptes ont été clôturés.

Non applicable

Non applicable

7.2 Capacité technique

Les entreprises et les entités publiques et privées doivent avoir la capacité technique et opérationnelle d'accomplir le projet pour lequel la subvention est requise. Veuillez donc fournir les documents appropriés attestant cette capacité (preuve d'expérience dans la mise en œuvre d'activités du même type).

Non applicable

Non applicable

7.3 Conformité à l'article 114(2) du règlement financier et de ses règles de mise en application.

Les entreprises et les organismes publics et privés devraient/doivent prendre connaissance des articles 93 à 96 et article 114 du règlement financier ainsi que l'article 134b sur ses règles de mise en application. Les entreprises et les entités publiques et privées directement concernées par la mise en application du projet doivent **compléter et signer** le formulaire de déclaration en **Annexe I**.

Non applicable

Non applicable

¹ Council Regulation (EC, Euratom) n° 1605/2002 of 25 June 2002 on the Financial Regulation applicable to the general budget of the European Communities, OJ L 248 of 16 September 2002, p. 1, amended by Council Regulation (EC, Euratom) n° 1995/2006 of 13 December 2006, OJ L 390 of 30 December 2006, p.1

² Commission Regulation (EC, Euratom) n°2342/2002 laying down detailed rules for the implementation of Council Regulation (EC, Euratom) n°1605/2002 (OJ L 357 of 31.12.2002 p.1), as last amended by Commission Regulation (EC, Euratom) n°478/2007 of 23 April 2007 (OJ L 111 of 28.04.2007, p.13)

A2 COMPATIBILITE AVEC LES POLITIQUES ET LA LÉGISLATION COMMUNAUTAIRES

1. CONFORMITE A LA POLITIQUE COMMUNAUTAIRE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT POUR DES PROJETS DE TRAVAUX

1.1 Comment le projet :

- a. contribue-t-il à l'objectif du développement durable (politique européenne de lutte contre le changement climatique, protection de la biodiversité, autres...),
- b. respecte-t-il les principes de l'action préventive et de la correction, à la source en priorité, des atteintes à l'environnement,
- c. respecte-t-il le principe du "pollueur payeur" ?

INTRODUCTION

L'objectif fondamental du projet, rappelé dans les attendus de l'accord intergouvernemental franco-italien du 29 janvier 2001 (ratifié par les deux parlements en 2002) est de favoriser un meilleur équilibre entre les différents modes de transport, en particulier dans la zone sensible que constitue les Alpes, en développant les larges possibilités dont le mode ferroviaire dispose.

Le gouvernement de la République italienne et le gouvernement de la République française se déclarent :

- *“ convaincus de la nécessité de favoriser un meilleur équilibre entre les différents modes de transport, en particulier dans la zone sensible que constituent les Alpes,*
- *convaincus que le mode ferroviaire dispose de larges possibilités de développement jusqu'à présent insuffisamment exploitées,*
- *désireux d'apporter une contribution significative à la mise en oeuvre de la Convention alpine signée le 7 novembre 1991 à Salzbourg,*
- *désireux de mettre en oeuvre, en ce qui concerne le franchissement des Alpes, les objectifs et les orientations inscrits dans les Schémas multimodaux de services collectifs de transport de voyageurs et de transport de marchandises en France et dans le Plan général des transports et de la logistique en*

INTRODUZIONE

L'obiettivo fondamentale del progetto, richiamato nelle "motivazioni" dell'accordo intergovernativo italo-francese del 29 gennaio 2001 (ratificato dai due parlamenti nel 2002) è di favorire un migliore equilibrio tra le diverse modalità di trasporto, in particolare nella zona sensibile costituita dalle Alpi, sviluppando le larghe possibilità di cui dispone la modalità ferroviaria.

Il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica francese si dichiarano:

- *“convinti della necessità di favorire un migliore equilibrio tra le diverse modalità di trasporto, in particolare nella zona sensibile delle Alpi,*
- *convinti che la modalità ferroviaria disponga di grandi possibilità di sviluppo finora non sufficientemente sfruttate,*
- *desiderosi di dare un contributo significativo alla applicazione della Convenzione alpina, firmata a Salisburgo il 7 novembre 1991,*
- *desiderosi di mettere in pratica, per quanto riguarda l'attraversamento delle Alpi, gli obiettivi e gli orientamenti contenuti negli Schemi multimodali di servizi collettivi di trasporto viaggiatori e merci in Francia e nel Piano Generale dei Trasporti e della Logistica in Italia,*
- *prendendo atto delle raccomandazioni presentate loro dalla Commissione*

- Italie,*
- *prenant acte des recommandations que leur a faites la Commission Intergouvernementale dans son rapport du 15 janvier 2001,*
 - *en application des décisions intervenues lors du sommet franco-italien du 29 janvier 2001 à Turin,"*

Ces objectifs correspondent aux objectifs du Livre Blanc de l'Union Européenne intitulé « Une stratégie pour revitaliser les chemins de fer communautaires », publié en 1996 suite à la définition par le Parlement et par le Conseil d'Europe d'une ligne qui établit l'orientation communautaire en matière de développement des réseaux transnationaux.

Ce livre blanc répond à la nécessité de définir une stratégie afin de revitaliser les chemins de fer communautaires en assainissant leur situation financière, en assurant la liberté d'accès à l'ensemble du trafic et des services publics, et en promouvant l'intégration des systèmes nationaux et les aspects sociaux. Il a représentée le point de départ de toutes les initiatives prises par la Commission à partir de cette date.

Le document de 1996 a été actualisé dans une perspective 2010 et publié en septembre 2001 par la Commission ; il est intitulé « La politique européenne des transports à l'horizon 2010 : l'heure des choix ».

La Commission propose près de soixante mesures afin de mettre en œuvre un système de transport capable de rééquilibrer les modes de transport, de revitaliser le rail, de promouvoir le transport maritime et fluvial et de maîtriser la croissance du transport aérien. À cet égard, le Livre blanc répond à la stratégie de développement durable arrêtée par le Conseil européen de Göteborg en juin 2001. Un système de transport moderne doit être un système durable à la fois d'un point de vue économique, social et environnemental.

Pour ce qui concerne notamment le transport ferroviaire et l'intermodalité, les objectifs principaux suivants peuvent être explicités :

- Intergouvernementale nel rapporto del 15 gennaio 2001,*
- *in applicazione delle decisioni prese nel vertice italo-francese del 29 gennaio 2001 a Torino,"*

Questi obiettivi corrispondono agli obiettivi del Libro Bianco dell'Unione Europea intitolato "Una strategia di rilancio delle ferrovie comunitarie", pubblicato nel 1996 in seguito alla definizione da parte del Parlamento e del Consiglio Europeo di una linea che stabilisce l'orientamento comunitario in materia di sviluppo delle reti transnazionali.

Questo libro bianco risponde alla necessità di definire una strategia di rilancio delle ferrovie comunitarie per riassetare la loro situazione finanziaria, assicurando la libertà di accesso all'insieme del traffico e dei servizi pubblici, e promuovendo l'integrazione dei sistemi nazionali e gli aspetti sociali. Ha rappresentato il punto di partenza di tutte le iniziative assunte dalla Commissione a partire da quella data.

Il documento del 1996 è stato aggiornato in prospettiva 2010 ed è stato pubblicato nel settembre 2001 dalla Commissione ; è intitolato "La politica europea dei trasporti fino al 2010: il momento delle scelte".

La Commissione propone circa sessanta misure per mettere in opera un sistema di trasporto capace di riequilibrare le modalità di trasporto, di rilanciare la ferrovia, di promuovere il trasporto marittimo e fluviale e di regolare la crescita del trasporto aereo. A questo proposito, il Libro bianco risponde alla strategia di sviluppo durevole stabilita dal Consiglio europeo di Göteborg nel giugno 2001. Un sistema di trasporto moderno deve essere un sistema durevole sia da un punto di vista economico, che sociale ed ambientale.

Per quanto riguarda in particolare il trasporto ferroviario e l'intermodalità, si possono explicitare i seguenti obiettivi principali :

- Revitaliser le rail grâce à la création d'un espace ferroviaire intégré, performant, compétitif et sûr ainsi que mettre en place un réseau dédié au fret ;
 - Rééquilibrer la répartition entre les différents modes de transport grâce à une politique volontariste en faveur de l'intermodalité et de la promotion des transports ferroviaires, maritime et fluvial.
 - Réaliser les grandes infrastructures prévues par le programme de réseaux transeuropéens (RTE) identifiées par les orientations de 1996 ainsi que les grands projets sélectionnés par le Conseil européen d'Essen, en 1994, afin de faire face à la saturation de certains grands axes et à ses conséquences en termes de pollution.
- Rilanciare la ferrovia grazie alla creazione di uno spazio ferroviario integrato, efficiente, competitivo e sicuro, così come la messa in opera di una rete dedicata alle merci ;
 - Riequilibrare la ripartizione tra le diverse modalità di trasporto grazie ad una politica volontaria in favore dell'intermodalità e della promozione dei trasporti ferroviari, marittimi e fluviali.
 - Realizzare le grandi infrastrutture previste nel programma delle reti transeuropee (RTE) identificate dagli orientamenti del 1996 così come i grandi progetti selezionati dal Consiglio europeo di Essen nel 1994, al fine di fronteggiare la saturazione di alcuni grandi assi e le conseguenze in termini di inquinamento.

A. L'OBJECTIF DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre de la "Stratégie de Lisbonne" et de la "Stratégie en faveur du développement soutenable (Communication de la Commission, du 15 mai 2001, développement durable en Europe pour un monde meilleur: stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable - Proposition de la Commission en vue du Conseil européen de Göteborg, et Communication de la Commission, du 13 décembre 2005, sur la révision de la stratégie pour le développement durable - Une plateforme pour l'action), l'Union européenne a déterminé six tendances non soutenables sur lesquelles une action politique conjointe des différents Etats membres est nécessaire, parmi les quelles le « changement climatique », les « ressources naturelles », et donc le respect de la biodiversité, et les « transports ».

Sur ces aspects, le Projet contribuera au respect de ces objectifs, comme ci-dessous brièvement décrit.

Toutes les actions de conception pour la réalisation de ce projet ont respecté les règlements nationaux qui reprennent le document de la Commission européenne qui concerne la « Stratégie d'action environnementale pour le développement soutenable ».

A. L'OBIETTIVO DELLO SVILUPPO DUREVOLE

Nel quadro della "Strategia di Lisbona" e della "Strategia in favore dello sviluppo sostenibile" (Comunicazione della Commissione, del 15 maggio 2001, sviluppo durevole in Europa per un mondo migliore: strategia dell'Unione europea in favore dello sviluppo durevole - Proposta della Commissione per il Consiglio europeo di Göteborg, e Comunicazione della Commissione del 13 dicembre 2005, sulla revisione della strategia per lo sviluppo durevole - Una piattaforma d'azione), l'Unione europea ha individuato sei tendenze non sostenibili sulle quali è necessaria un'azione politica congiunta dei vari Stati membri, tra le quali sono ascritte il "cambiamento climatico", le "risorse naturali", e quindi il rispetto della biodiversità, ed i "trasporti".

Su questi aspetti, il Progetto contribuirà al rispetto di questi obiettivi, come di seguito brevemente illustrato.

Tutte le azioni progettuali svolte per la realizzazione di questo progetto hanno rispettato le normative nazionali che riprendono totalmente il documento della Commissione Europea riguardante la "Strategia d'azione ambientale per lo sviluppo sostenibile".

Le respect de cette loi garanti la continuité avec l'action de l'Union européenne, notamment avec le sixième Plan d'action environnementale et avec les objectifs fixés par le Conseil Européen à Lisbonne et ensuite à Göteborg, en matière d'occupation pleine, de cohésion sociale et de tutelle de l'environnement.

La Stratégie d'action environnementale pour le développement soutenable s'articule, identifiant d'abord les moyens d'ordre généraux, en quatre grandes aires thématiques prioritaires, les mêmes indiquées par le sixième Plan d'action environnementale de l'UE :

- Changements climatiques et protection de la bande d'ozone,
- Protection et valorisation soutenable de la Nature et de la Biodiversité,
- Qualité de l'environnement et qualité de la vie dans les milieux urbains,
- Prélèvement des ressources et production de déchets.

A.1 Lutte contre le changement climatique

Le projet s'inscrit dans le cadre des orientations de la Convention Alpine. Son objectif principal est de contribuer au rééquilibrage du transport de marchandises entre la route et le rail. Le projet permettra la croissance du trafic ferroviaire grâce à la réalisation d'une ligne aux caractéristiques « de plaine » (rampes limitées à 1,2%), ce qui autorisera la circulation de trains plus longs et plus lourds, améliorera la qualité et la fiabilité du service et les conditions économiques de l'exploitation.

Par ailleurs, le projet permettra la mise en service d'une Autoroute Ferroviaire à grand gabarit entre les environs de Lyon et ceux de Turin, sur le modèle des navettes poids lourds Eurotunnel. Ce service acceptera tous les types de poids lourds et offrira un service cadencé de masse (capacité annuelle d'environ 700 000 poids lourds, qui pourrait éventuellement être portée à 1 millions de poids lourds), fréquent et rapide, conditions de la réussite commerciale dans la compétition avec la route. Selon les études de trafic réalisées par LTF, le projet permettra ainsi à moyen terme (2030) de transférer de la route vers le rail (fer

Il respecto di tale normativa garantisce la continuità con l'azione dell'Unione Europea, in particolare con il sesto Piano di azione ambientale e con gli obiettivi fissati, a Lisbona e poi a Göteborg, dal Consiglio Europeo in materia di piena occupazione, coesione sociale e tutela ambientale.

La Strategia d'azione ambientale per lo sviluppo sostenibile si articola, identificando prima gli strumenti di ordine generale, in quattro grandi aree tematiche prioritarie, le medesime indicate dal Sesto Piano d'Azione Ambientale della UE:

- Cambiamenti climatici e protezione della fascia d'ozone,
- Protezione e valorizzazione sostenibile della Natura e della Biodiversità,
- Qualità dell'ambiente e qualità della vita negli ambienti urbani,
- Prelievo delle risorse e produzione di rifiuti

A.1 Lotta contro il cambiamento climatico

Il progetto si iscrive nel quadro degli orientamenti della Convenzione Alpina. L'obiettivo principale è quello di contribuire al riequilibrio del trasporto merci tra la strada e la rotaia. Il progetto consentirà la crescita del traffico ferroviario tramite la realizzazione di una linea con caratteristiche "di pianura" (rampes limitate al 1,2%), che permetterà la circolazione di treni più lunghi e più pesanti, migliorerà la qualità e l'affidabilità del servizio e le condizioni economiche di esercizio.

D'altra parte, il progetto permetterà la messa in servizio di un'Autostrada Ferroviaria a grande sagoma nei dintorni di Lyon e quelli di Torino, sul modello delle "navette camion" di Eurotunnel. Questo servizio accetterà ogni tipo di camion e offrirà un servizio cadencato di massa (capacità annuale di circa 700 000 camion, che potrebbe eventualmente essere portata a 1 milione di camion), frequente e veloce, che sono condizioni per raggiungere il successo commerciale nella competizione con la strada. Secondo gli studi di traffico realizzati da LTF, il progetto consentirà in questo modo a medio termine (2030) di trasferire dalla strada

conventionnel, transport combiné et Autoroute Ferroviaire) environ 18 Millions de tonnes de marchandises. Ce transfert contribuera à réduire les pollutions routières dans les Alpes, en particulier les émissions de gaz à effet de serre, d'environ 425 t/j de polluants nocifs. Le projet contribuera ainsi au respect des engagements de Kyoto et Johannesburg.

A2. Protection de la biodiversité

Bien que ce ne soit pas l'objet du projet, celui-ci a des effets sur la biodiversité. La distribution de la faune et de la végétation dans la large zone étudiée est conditionnée en fond de vallée par la pression anthropique et par les principaux centres urbains ; elle est donc reléguée sur les versants boisés.

Le degré et le type de couverture végétale qui caractérise l'environnement étudié sont des facteurs déterminants pour que les espèces faunistiques se développent : l'exploitation passée des ressources naturelles suite à l'abandon des zones de montagne est à l'origine d'un écosystème où à basse altitude les prés et les pâturages abandonnés sont largement colonisés par des zones boisées ; ce phénomène lié à l'établissement des zones boisées dans des zones autrefois occupées par des pâturages garantit une augmentation de la biodiversité animale.

La ligne ferroviaire s'étendra sur la plus grande partie du parcours en tunnel, limitant ainsi les perturbations liées aux parties à l'air libre (impact sur le paysage, bruit, affaissement du sol, interférence avec les infrastructures existantes, etc.) ; les zones du projet à découvert dans cette section correspondent à moins de 10% du total et concernent les secteurs de fonds de vallée où la pression anthropique conditionne la distribution de la végétation et de la faune (cf. Saint Jean de Maurienne, Colombera et ouest de Condove), mais ne concernent pas les versants boisés, respectant ainsi le principe qui vise à maintenir intact l'équilibre de la mosaïque de l'écosystème.

verso la rotaia (ferrovia convenzionale, trasporto combinato e Autostrada Ferroviaria) circa 18 milioni di tonnellate di merci. Tale trasferimento contribuirà a ridurre l'inquinamento stradale nelle Alpi, in particolare le emissioni di gas ad effetto serra, di cui 425 t/d di prodotti inquinanti nocivi. Il progetto contribuirà così a rispettare gli impegni di Kyoto e Johannesburg.

A2. Protezione della biodiversità

Anche se non è l'oggetto del progetto, questo ha degli effetti sulla biodiversità. La distribuzione della fauna e della vegetazione nell'area vasta considerata è condizionata nel fondo valle dalla pressione antropica e dai centri urbani principali. Essa è quindi relegata sui versanti boscati.

Fattore determinante per l'affermarsi delle specie faunistiche è il grado e il tipo di copertura vegetale che caratterizza l'ambito di studio: il passato sfruttamento delle risorse naturali in seguito all'abbandono della montagna, ha dato origine ad un mosaico ecosistemico dove, alle quote inferiori, i prati e i pascoli abbandonati sono diffusamente colonizzati da boschi di invasione; tale fenomeno legato all'instaurarsi dei boschi in aree precedentemente occupate dal pascolo garantisce un aumento della biodiversità animale.

La linea ferroviaria nuova correrà per il massimo tragitto possibile in galleria, limitando così i disturbi connessi alle tratte all'aperto (impatto sul paesaggio, rumore, sottrazione di suolo, interferenza con le infrastrutture esistenti, ecc.). Le parti all'aperto interessate dal progetto in questa sezione corrispondono a meno del 10% del totale ed interessano i settori di fondo valle dove la pressione antropica condiziona la distribuzione della vegetazione e della fauna (vedi Saint-Jean de Maurienne, Colombera ed a ovest di Condove), ma non interessa i versanti boscati rispettando così il principio di mantenere intatto l'equilibrio del mosaico ecosistemico.

B. PRINCIPES D'ACTION PRÉVENTIVE ET DE CORRECTION

La partie commune franco-italienne est constituée à plus de 90% de tunnels, ce qui limite considérablement ses impacts. Des études environnementales détaillées ont été réalisées en vue de définir les impacts du projet et de prendre les mesures nécessaires à leur suppression ou, si cela ne s'avérait pas raisonnablement possible, à leur limitation. Le cas échéant, des mesures compensatoires ont été définies (en concertation étroite avec les Services compétents de l'État en France ; sur une base provisoire en Italie).

Pour la phase chantier, la démarche adoptée a été de réduire les impacts à la source :

- positionnement des sites de chantier et de dépôt en dehors des sites Natura 2000 ;
- réduction des venues d'eau en galerie par des mesures constructives pour limiter les risques de perturbations des nappes phréatiques, des sources et des cours d'eau ;
- valorisation des matériaux extraits des ouvrages souterrains et présentant les caractéristiques requises pour faire des granulats à bétons (réutilisés dans les ouvrages), des remblais structurels ou paysagers. Environ 40% des matériaux extraits sera ainsi valorisé, ce qui permettra de limiter le transport des matériaux et d'éviter l'ouverture de nouvelles carrières ;
- choix des sites de dépôt de déblais soit parmi des sites dégradés (décharge, ancienne carrière), ce qui permet de les réhabiliter, soit comme merlons pour améliorer la sécurité contre les chutes de blocs et les laves torrentielles, soit enfin pour réaliser des terrasses paysagères.

Pour la phase d'exploitation, il a été décidé que :

- des longs rails soudés seront utilisés et que des protections phoniques seront mises à la source (murs anti-bruit) de préférence à des protections acoustiques des façades ;
- les ouvrages en surface (ouvrages d'art, bâtiments, écrans, aménagements paysagers, etc.) s'inscriront dans une charte architecturale et paysagère qui a été

B. PRINCIPI D'AZIONE PREVENTIVA E DI CORREZIONE

La sezione comune italo-francese è costituita al 90% di gallerie che limitano notevolmente gli impatti. Sono stati realizzati studi ambientali dettagliati allo scopo di definire gli impatti del progetto e di prendere le misure necessarie per eliminarle o, nel caso in cui questo non si rivela possibile, per limitarle. All'occorrenza, misure compensative sono state definite (in stretta collaborazione con i servizi competenti dello Stato in Francia ; su una base provvisoria in Italia).

Per la fase di cantiere, il processo adottato è stato quello di ridurre gli impatti all'origine :

- posizionamento dei siti di cantiere e di deposito fuori dai siti Natura 2000 ;
- riduzione delle venute d'acqua in galleria con misure costruttive per limitare i rischi di perturbazione delle falde freatiche, delle sorgenti e dei corsi d'acqua ;
- valorizzazione del materiale di scavo che presenta le caratteristiche richieste per produrre inerte per calcestruzzo (riutilizzati nelle opere), rilevati strutturali o paesaggistici. Circa il 40% del materiale di scavo sarà così valorizzato, questo permetterà di limitare il trasporto del materiale e di evitare l'apertura di nuove cave ;
- scelta dei siti di deposito del materiale di scavo sia in siti deteriorati (discariche, antiche cave), che permette di recuperarli, sia come argini per migliorare la sicurezza contro i crolli di blocchi e colate di detriti, sia infine per realizzare terrazze paesaggistiche.

Per la fase di esercizio, è stato deciso :

- di usare lunghe rotaie saldate e di installare protezioni acustiche alla fonte (barriere anti-rumore) piuttosto che protezioni acustiche delle facciate ;
- le opere all'aperto (opere d'arte, edifici, schermi, sistemazioni paesaggistiche, ecc.) si iscriveranno in una carta architettonica e paesaggistica sviluppata a monte degli studi

développée en amont des études techniques afin d'assurer un niveau de qualité élevé.

tecnicamente allo scopo di garantire un elevato livello di qualità.

C. PRINCIPES DU "POLLUEUR PAYEUR"

Les lignes directrices suivies pour la réalisation du projet respectent le principe du "pollueur-payeur" (directive 2004/35/CE).

Toutes les actions mises en place au cours de la réalisation du projet ont été prévues pour limiter les préjudices directs ou indirects qui pourraient être causés à l'environnement : des mesures de réduction, de modération et de compensation ont été adoptées (comme par exemple la gestion d'un éventuel impact sur les sources d'eau potable), afin de prévenir et atténuer à la base les sources d'impact et pour isoler ces impacts dans les limites de la réglementation. Un Plan de Contrôle Environnemental sera mis en place afin de réaliser des vérifications et contrôles supplémentaires des préjudices directs ou indirects que l'ouvrage pourrait causer sur l'environnement.

C. PRINCIPI DEL « CHI INQUINA, PAGA »

Le linee guida utilizzate per la realizzazione di questo progetto rispettano il principio del "chi inquina, paga" (direttiva 2004/35/CE).

Tutte le azioni progettuali che hanno accompagnato la realizzazione di questo progetto, sono state concepite per limitare i danni diretti od indiretti arrecabili alle componenti ambientali: si sono adottate misure di riduzione, di mitigazione e di compensazione (vedi per esempio la gestione di un possibile impatto su una sorgente idropotabile), per prevenire e mitigare alla fonte le cause di impatto e per far rientrare nei limiti di normativa questi impatti. Ulteriori verifiche e controlli sui danni diretti od indiretti che l'opera potrebbe arrecare alle componenti ambientali saranno costituiti dal Piano di Monitoraggio Ambientale.

1.2 Consultation des autorités responsables de l'environnement

Les autorités chargées de la politique de l'environnement susceptibles d'être concernées par le projet ont-elles été consultées au titre de leurs responsabilités spécifiques ?

Oui Non

- Dans l'affirmative, prière d'indiquer leur(s) nom(s) et adresse(s) et d'expliquer leurs responsabilités :
- Dans la négative, prière de justifier :

Les services de l'administration en charge des questions environnementales ont été consultés dans les deux pays.

I servizi dell'amministrazione incaricati degli argomenti ambientali sono stati consultati nei due paesi.

SERVICES CONSULTÉS EN FRANCE

SERVIZI CONSULTATI IN FRANCIA

En France, les services ont été consultés principalement dans le cadre de la préparation du dossier d'Utilité Publique (2005 - 2006). Diverses consultations ont aussi eu lieu dans le cadre des travaux de reconnaissance

In Francia, i servizi sono soprattutto stati consultati nel quadro della predisposizione del dossier di pubblica utilità (2005-2006). Si sono anche tenute diverse consultazioni nell'ambito dei lavori geognostici (discenderie). Infine, i

(descenderies). Enfin, les services centraux du Ministère de L'Écologie du Développement et de l'Aménagement durables ont également été associés aux travaux du groupe de travail Technique et Sécurité de la CIG et de la CIG elle-même (2001- en cours).

SERVICES CENTRAUX

Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables (ex Ministère de l'écologie et du développement durable) :
Administration Centrale – 20, Avenue de Ségur
– 75032 Paris 07 SP
Tél. : 01 42 19 20 21

- *Direction des études économiques et l'évaluation environnementale*
(Mme Laure Tourjansky / M. Galtier / M. Balle)
- *Direction de la Prévention des Pollutions, et des Risques*
(M. MORONVAL)
- *Direction de l'Eau*
(M. Robin)
- *Direction de la Nature et des Paysages*
(Mme Danard / M. Goislot)

Compétence : avis sur le dossier d'enquête publique (Article 1 de la loi du 26/10/2005)

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (ex Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des affaires rurales) :
78, rue de Varenne 75349 Paris 07 SP
Tél. : + 33 1 49 55 44 36

- *Direction Générale de la Forêt et des Affaires Rurales : Sous-Direction du Soutien aux Territoires et aux Acteurs Locaux - Bureau de l'Aménagement rural*
(Mme Pelissier)

Compétence : agriculture

Ministère de la Culture et de la Communication
Concertation décentralisée au Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de Savoie
L'Adret - 1, rue des Cévennes – 73000 Chambéry –
Tél. : 04 79 71 74 99
(M. Lemarié / M. Ganion)

servizi centrali del Ministero dell'Ecologia, dello Sviluppo e della tutela durevoli sono anche stati associati ai lavori del gruppo di lavoro Tecnico e Sicurezza della CIG e della CIG stessa (2001-in corso).

SERVIZI CENTRALI

Ministero dell'Ecologia, dello Sviluppo e della Tutela durevoli (ex Ministero dell'ecologia e dello sviluppo durevole) :
Amministrazione Centrale – 20, Avenue de Ségur – 75032 Paris 07 SP
Tél. : +33 (0)1 42 19 20 21

- *Direzione degli studi economici e della valutazione ambientale*
(Sig.ra Laure Tourjansky / Sig. Galtier / Sig. Balle)
- *Direzione della Prevenzione degli Inquinamenti e dei Rischi*
(Sig. MORONVAL)
- *Direzione dell'Acqua*
(Sig. Robin)
- *Direzione della Natura e dei Paesaggi*
(Sig.ra Danard / Sig. Goislot)

Competenza : parere sul dossier di pubblica inchiesta (Articolo 1 della legge del 26/10/2005)

Ministero dell'Agricoltura e della Pesca (ex Ministero dell'Agricoltura, dell'Alimentazione, della Pesca e degli affari rurali) :
78, rue de Varenne 75349 Paris 07 SP
Tél. : + 33 1 49 55 44 36

- *Direzione Generale delle Zone boschive e degli Affari Rurali : Vice-Direzione del Sostegno ai Territori e ai Protagonisti Locali – Ufficio della tutela rurale.*
(Sig.ra Pelissier)

Competenza : agricoltura

Ministero della Cultura e della Comunicazione
Concertazione decentrata al Servizio Dipartimentale dell'Architettura e del Patrimonio di Savoia
L'Adret - 1, rue des Cévennes – 73000 Chambéry –
Tél. : 04 79 71 74 99
(Sig. Lemarié / Sig. Ganion)

Compétence : architecture et patrimoine

Ministère de la santé, de la jeunesse et des sports (ex Ministère de la santé)

8, avenue de Ségur – 75700 Paris

Tél. : + 33 1 40 56 50 00

Direction Générale de la Santé : Sous Direction de la gestion des risques des milieux

(Mme Nicoulet)

Compétence : protection de l'environnement, risque sur les milieux

Competenza : architettura e patrimonio

Ministero della sanità, della gioventù e degli sporti (ex Ministero della sanità)

8, avenue de Ségur – 75700 Paris

Tél. : + 33 1 40 56 50 00

Direzione Generale della Sanità : Vice Direzione della gestione dei rischi degli ambienti

(Sig.ra Nicoulet)

Competenza : protezione dell'ambiente, rischi sugli ambienti

SERVICES RÉGIONAUX ET DÉPARTEMENTAUX

ABF (Architecte des Bâtiments de France) : archéologie, paysage, patrimoine, architecture ; l'Adret – 1, rue des Cévennes 73000 Chambéry
Tél. : 04 79 71 74 99

(M. Lemarié, M. Ganion)

Compétence : archéologie, paysage, patrimoine, architecture

SERVIZI REGIONALI E DIPARTIMENTALI

ABF (Architetto degli Edifici di Francia) : archeologia, paesaggio, patrimonio, architettura; l'Adret – 1, rue des Cévennes 73000 Chambéry
Tél. : 04 79 71 74 99

(Sig. Lemarié, Sig. Ganion)

Competenza : archeologia, paesaggio, patrimonio, architettura

DDAF (Direction Départementale de l'Agriculture et des Forêts) : environnement, milieu naturel, eau, agriculture ;

83, Avenue Lyon – 73000 CHAMBERY

Tél. : 04 79 69 93 00

(Mme Fonseca)

Compétence : environnement, milieu naturel, eau, agriculture

DDAF (Direzione Dipartimentale dell'Agricoltura e delle Zone boschive) : ambiente, ambiente naturale, acqua, agricoltura ;

83, Avenue Lyon – 73000 CHAMBERY

Tél. : 04 79 69 93 00

(Sig.ra Fonseca)

Competenza : ambiente, ambiente naturale, acqua, agricoltura

DDASS (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales) : Eau potable, bruit, air ;

Carré Curial place Président Mitterrand BP n° 108 – 73018 Chambéry Cédex

Tél. : 04 79 60 28 28

(M. Guilloud, M. Levecq)

Compétence : Eau potable, bruit, air

DDASS (Direzione Dipartimentale degli Affari Sanitari e Sociali) : Acqua potabile, rumore, aria ;

Carré Curial place Président Mitterrand BP n° 108 – 73018 Chambéry Cédex

Tél. : 04 79 60 28 28

(Sig. Guilloud, Sig. Levecq)

Competenza : Acqua potabile, rumore, aria

DDE (Direction Départementale de l'Équipement) : Eau, Paysage ;
1, rue des Cévennes – 73000 Chambéry
Tél. : 04 79 71 73 73

(M. Bannette, M. Laperousaz)

Compétence : Eau, Paysage

DDE (Direzione Dipartimentale dei Lavori pubblici) : Acqua, paesaggio ;

1, rue des Cévennes – 73000 Chambéry

Tél. : 04 79 71 73 73

(Sig. Bannette, Sig. Laperousaz)

Competenza : Acqua, Paesaggio

DIREN (Direction Régionale de l'Environnement)
208 bis, rue de Garibaldi – 69422 Lyon Cédex

DIREN (Direzione Regionale dell'Ambiente)
208 bis, rue de Garibaldi – 69422 Lyon Cédex 03

03

Tél. : 04 37 48 36 00

Compétence : Eau, Paysage, Environnement :
M. Meinier
Eau, Paysage : Natura 2000 : M. Marhaillac

DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles) : archéologie ;
6, quai St Vincent – 69001 LYON
Tél. : 04 72 00 44 00
(Mme Bouchet Lacroix)
Compétence : archéologie

DRIRE (Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et l'Environnement) : eau, bruit, gestion des matériaux, énergie hydroélectrique ;
430, rue Belle Eau – 73000 CHAMBERY
Tél. : 04 79 62 69 70
(M. Forey)
Compétence : eau, bruit, gestion des matériaux, énergie hydroélectrique

PNV (Parc National de la Vanoise) : Milieu naturel, paysage.
135, rue Docteur Julliard BP n° 705 – 73000 CHAMBERY
Tél. : 04 79 62 30 54
(M. Traub)
Compétence : Milieu naturel, paysage

SERVICES CONSULTÉS EN ITALIE

Le tracé en territoire italien a été modifié suite aux décisions prises par le Gouvernement durant la réunion de la "Table" du Palais Chigi du 13 juin 2007. Le développement du projet prévoit la consultation des autorités compétentes en matière environnementale, dans le cadre de l'Observatoire Vallée de Susse de la Présidence du Conseil et de la Conférence des Services.

A titre informatif, pour mémoire et en analogie, il est signalé que, sur le projet initial (en gauche Dora), les autorités environnementales nationales ont été consultées dans le respect de leurs responsabilités spécifiques, mais également dans le cadre de réunions « collectives » des organes de contrôle des

Tél. : 04 37 48 36 00

Compétenza : Acqua, Paesaggio, Ambiente :
Sig. Meinier
Acqua, Paesaggio : Natura 2000 : Sig. Marhaillac

DRAC (Direzione Regionale degli Affari Culturali) : archeologia ;
6, quai St Vincent – 69001 LYON
Tél. : 04 72 00 44 00
(Sig.ra Bouchet Lacroix)
Compétenza: archeologia

DRIRE (Direzione Regionale dell'Industria della Ricerca e l'Ambiente) : acqua, rumore, gestione dei materiali, energia idroelettrica ;
430, rue Belle Eau – 73000 CHAMBERY
Tél. : 04 79 62 69 70
(Sig. Forey)
Compétenza : acqua, rumore, gestione dei materiali, energia idroelettrica

PNV (Parco Nazionale della Vanoise) : Ambiente naturale, paesaggio
135, rue Docteur Julliard BP n° 705 – 73000 CHAMBERY
Tél. : 04 79 62 30 54
(Sig. Traub)
Compétenza: Ambiente naturale, paesaggio

SERVIZI CONSULTATI IN ITALIA

Il tracciato in territorio italiano è stato modificato a seguito delle decisioni del Governo in sede del Tavolo di Palazzo Chigi del 13 giugno 2007. Lo sviluppo del progetto prevede la consultazione con le autorità competenti in materia ambientale nell'ambito dell'Osservatorio Valle di Susa della Presidenza del Consiglio e della Conferenza dei Servizi.

Per informazione, per memoria e per analogia, si segnala che sul progetto iniziale (in Sinistra Dora), la consultazione delle Autorità ambientali nazionali è avvenuta, oltre che nell'ambito delle loro singole responsabilità specifiche, anche in sede di istanze procedurali "collettive" quali:

procédure, telles que:

- *Le Groupe de Travail Technique Sécurité de la Commission Intergouvernementale (2001-en cours);*
- *La Commission Intergouvernementale;*
- *Les Tables techniques régionales durant la phase de Projet Préliminaire (2002- 2003) : près de 100 réunions avec les administrations locales ;*
- *La Conférence des Services régionale sur l'Avant Projet (2003);*
- *l'Instruction CIPE de l'Avant Projet (2003);*
- *la Commission technique régionale "Linea AC Torino-Lione" (2005-2006);*
- *les réunions préparatoires à la Conférence des Services sur le "Progetto Definitivo" (2006-2007) ;*
- *l'Observatoire Vallée de Suze de la Présidence du Conseil des Ministres (2006-en cours).*
- *il Gruppo di Lavoro Tecnico e Sicurezza della Commissione Intergovernativa (2001-in corso);*
- *La Commissione Intergovernativa;*
- *i Tavoli tecnici regionali nel corso della Progettazione Preliminare (2002-2003):circa 100 riunioni con le amministrazioni locali;*
- *la Conferenza dei Servizi regionale sul Progetto Preliminare (2003);*
- *l'Istruzione CIPE del Progetto Preliminare (2003);*
- *la Commissione tecnica regionale Linea AC Torino - Lione (2005-2006);*
- *le riunioni preparatori alla Conferenza dei Servizi sul Progetto Definitivo (2006- 2007);*
- *l'Osservatorio Valle di Susa della Presidenza del Consiglio dei Ministri (2006 - in corso).*

Les Autorités environnementales consultées, qui seront également sollicitées dans le cadre du développement du nouveau projet, ont été les suivantes :

Le Autorità ambientali consultate, e che saranno sollecitate nel corso dello sviluppo del nuovo progetto, sono state le seguenti:

ADMINISTRATIONS CENTRALES

Ministre des Infrastructures

*Département pour la Planification, la coordination du développement du Territoire, le Personnel et les Services Généraux
Directeur Général: M.Fontana
Piazzale di Porta Pia 1, Roma
Compétence: Planification du Territoire*

Ministère de l'Environnement et de la Protection du Territoire et de la Mer

*Direction Générale pour la sauvegarde environnementale – Commission Spéciale VIA
Directeur Général : M. Agricola
Viale Cristoforo Colombo 112, Roma
Compétence : Préservation de l'environnement, Approbation d'études d'impact environnemental de projets nationaux*

Ministère des Monuments historiques et des Activités culturelles

Via del Collegio Romano 27, Roma

AMMINISTRAZIONI CENTRALI

Ministero delle Infrastrutture

*Dipartimento per la Programmazione, il coordinamento dello sviluppo del Territorio, il Personale ed i Servizi Generali
Direttore Generale: Arch.Fontana
Piazzale di Porta Pia 1, Roma
Competenza: Pianificazione territoriale*

Ministero dell'Ambiente e della Tutela del Territorio e del Mare

*Direzione Generale per la salvaguardia ambientale - Commissione Speciale VIA
Direttore Generale: Ing Agricola
Viale Cristoforo Colombo 112, Roma
Competenza: Tutela dell'ambiente, Approvazione di studio di impatto ambientale progetti nazionali*

Ministero per i Beni e le Attività Culturali

*Via del Collegio Romano 27, Roma
Competenza: Gestione del patrimonio culturale*

Compétence : Gestion du patrimoine culturel e e dell'ambiente, Valutazione d'Impatto de l'environnement, Evaluation d'Impact Ambientale (VIA). Environnemental (VIA).

Ministère des Transports
Piazza della Croce Rossa 1, Roma

Ministero dei Trasporti
Piazza della Croce Rossa 1, Roma

Ministère des Affaires Internes
Via Agostino Depretis 7, Roma

Ministero degli Interni
Via Agostino Depretis 7, Roma

Ministère de l'Economie et des Finances
Via XX Settembre 97, Roma

Ministero dell'Economia e delle Finanze
Via XX Settembre 97, Roma

Ministère du Développement Economique
Via Veneto 33, Roma

Ministero dello Sviluppo Economico
Via Veneto 33, Roma

Ministère de la Santé
Piazzale dell'Industria 20, Roma

Ministero della Salute
Piazzale dell'Industria 20, Roma

Ministère de la Défense
Région Militaire Nord
Piazzetta Accademia Militare 3, Torino

Ministero della Difesa
Regione Militare Nord
Piazzetta Accademia Militare 3, Torino

ADMINISTRATIONS
DEPARTEMENTALES ET LOCALES

RÉGIONALES,

AMMINISTRAZIONI REGIONALI, PROVINCIALI E LOCALI

Région Piémont Direction Protection et Amélioration environnementales

M. Piacentini
Via Principe Amedeo 17, Torino

Compétence : Avis sur l'étude d'impact environnemental de projets nationaux

Regione Piemonte Direzione Tutela e risanamento ambientale

Dott Piacentini
Via Principe Amedeo 17, Torino

Competenza: Parere sullo studio di impatto ambientale progetti nazionali

ARPA

Directeur Général : M. Coccolo
Via della Rocca 48, Torino.

Compétence: Protection environnementale

ARPA

Direttore Generale: Dott. Coccolo
Via della Rocca 48, Torino.

Competenza: Protezione ambientale

Province de Turin Service Environnement
M. Foietta

Via Valeggio 5, Torino

Compétence : Gestion carrières et décharges

Provincia di Torino Servizio Ambiente
Arch. Foietta

Via Valeggio 5, Torino

Competenza: Gestione cave e discariche

Parc Naturel Orsière Rocciavrè

Directeur Général : Mme Castagneti
Via San Rocco 2, Fraz. Foresto, 10053
Bussoleno (TO)

Compétence : Gestion du Parc.

Parco Naturale Orsiera Rocciavrè

Direttore generale: Dott.sa Castagneti
Via San Rocco 2, Fraz. Foresto, 10053
Bussoleno (TO)

Competenza: Gestione Ente Parco.

Agence Sanitarie Locale ASL n° 5
M. Procopio

Azienda Sanitaria Locale ASL n° 5
Dott. Procopio

Via Martiri XXX Aprile 30, 10093 Collegno (TO)

Compétence : Santé Publique.

Superintendance des Sites architecturaux et culturels du Piémont

M. Napoli

Piazza San Giovanni 2, 10122 Torino

Compétence : Gestion protection du patrimoine architectural.

Superintendance des Sites archéologiques du Piémont

M. Gambari

Piazza San Giovanni 2, 10122 Torino

Compétence : Gestion protections sites archéologiques

Autorité de Cadre ATO 3 "turinois"

Directeur M. Silvano Ravera

Via Lagrange, 20, 10123 Torino

Compétence : Gestion ressources hydriques publiques

Autorité du Bassin du Fleuve Po

Via Garibaldi, 75, 43100 Parma

Compétence : Gestion des ressources hydriques du fleuve Po.

Comunità Montana Alta Valle Susa

Via Monginevro 35, 10056 Oulx (TO)

Comunità Montana Bassa Valle Susa e Cenischia

Via Trattenero 15, 10053 Bussoleno (TO)

Commune de Borgone di Susa

Via Boiro 9, 10050 Borgone di Susa (TO)

Commune de Bruzolo

Piazza Martiri della Libertà 1, 10050 Bruzolo (TO)

Commune de Bussoleno

Piazza Cavour 1, 10050 Bussoleno (TO)

Commune de Chianocco

Frazione Roccaforte 1, 10050 Chianocco (TO)

Commune de Giaglione

Frazione S. Giuseppe 1, 10050 Giaglione (TO)

Via Martiri XXX Aprile 30, 10093 Collegno (TO)

Competenza: Salute Pubblica.

Sovrintendenza ai Beni Architettonici e culturali per il Piemonte

Dott. Napoli

Piazza San Giovanni 2, 10122 Torino

Competenza: Gestione protezioni beni architettonici.

Sovrintendenza ai Beni Archeologici per il Piemonte

Dott. Gambari

Piazza San Giovanni 2, 10122 Torino

Competenza: Gestione protezioni beni archeologici

Autorità d'Ambito ATO 3 "torinese"

Direttore Ing. Silvano Ravera

Via Lagrange, 20, 10123 Torino

Competenza: Gestione risorse idriche pubbliche

Autorità di Bacino del Fiume Po

Via Garibaldi, 75, 43100 Parma

Competenza: Gestione risorse idriche bacino del Po.

Comunità Montana Alta Valle Susa

Via Monginevro 35, 10056 Oulx (TO)

Comunità Montana Bassa Valle Susa e Cenischia

Via Trattenero 15, 10053 Bussoleno (TO)

Comune di Borgone di Susa

Via Boiro 9, 10050 Borgone di Susa (TO)

Comune di Bruzolo

Piazza Martiri della Libertà 1, 10050 Bruzolo (TO)

Comune di Bussoleno

Piazza Cavour 1, 10050 Bussoleno (TO)

Comune di Chianocco

Frazione Roccaforte 1, 10050 Chianocco (TO)

Comune di Giaglione

Frazione S. Giuseppe 1, 10050 Giaglione (TO)

Commune de Graverre
Via Roma 3, 10050 Graverre (TO)

Comune di Graverre
Via Roma 3, 10050 Graverre (TO)

Commune de Meana di Susa
Piazza Europa 1, 10050 Meana di Susa (TO)

Comune di Meana di Susa
Piazza Europa 1, 10050 Meana di Susa (TO)

Commune de Mompantero
Via Roma 12, 10050 Mompantero(TO)

Comune di Mompantero
Via Roma 12, 10050 Mompantero(TO)

Commune de Moncenisio
Piazza Chiavanna 1,, 10050 Moncenisio (TO)

Comune di Moncenisio
Piazza Chiavanna 1,, 10050 Moncenisio (TO)

Commune de Novalesa
Via Susa 19, 10050 Novalesa (TO)

Comune di Novalesa
Via Susa 19, 10050 Novalesa (TO)

Commune de S.Didero
Via Roma 3, 10050 San Didero (TO)

Comune di S.Didero
Via Roma 3, 10050 San Didero (TO)

Commune de S.Giorio di Susa
Piazza 5 Martiri 1, 10050 San Giorio Di Susa (TO)

Comune di S.Giorio di Susa
Piazza 5 Martiri 1, 10050 San Giorio Di Susa (TO)

Commune de Susa
Via Palazzo di Città 39, 10050 Susa (TO)

Comune di Susa
Via Palazzo di Città 39, 10050 Susa (TO)

Commune de Venaus
Via Roma 4, 10050 Venaus (TO)

Comune di Venaus
Via Roma 4, 10050 Venaus (TO)

AUTRES ENTITÉS

ALTRI SOGGETTI

- *Table politique de Palazzo Chigi,*
- *Observatoire Vallée de Suse.*

- *Tavolo politico di Palazzo Chigi,*
- *Osservatorio Valle di Susa.*

1.3. Evaluation des incidences sur l'environnement

1.3.1. AUTORISATION

1.3.1.1 Une autorisation a-t-elle déjà été accordée pour ce projet ?

Oui Non

1.3.1.2 Dans l'affirmative, à quelle date ?

1.3. 1.3 Dans le cas contraire, quand la demande officielle d'autorisation a-t-elle été introduite ?

14 avril 2006 (début de la procédure française) 14 aprile 2006 (avvio della procedura francese)

1.3. 1.4 Et à quelle date la décision finale est-elle attendue ?

30 septembre 2011 (fin de la procédure italienne) 30 settembre 2011 (fine della procedura italiana)

1.3. 1.5 Indiquer l'autorité ou les autorités compétentes qui ont donné ou donneront l'autorisation :

AUTORISATIONS EN FRANCE

Loi sur l'Eau : Préfet de Savoie (après avis du CODERST – Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques)

Décret d'Utilité Publique : Premier Ministre (après avis du Conseil d'Etat).

Mise en compatibilité des documents d'urbanisme : Premier Ministre (Article dédié à ce sujet dans le Décret d'Utilité Publique).

AUTORISATIONS EN ITALIE

Annonce de Compatibilité environnementale sur le SIA : Commissione VIA du Ministère de l'environnement.

Approbation du "Progetto Definitivo": Conferenza dei Servizi (ex art. 81 DPR 616/77 et art. 3 du DPR 383/94)

Le Traité de Turin du 29 janvier 2001 stipule que la CIG "*veille à la bonne coordination des procédures nationales de concertation et de consultation que les autorités responsables sont chargées de mener à bien, conformément à l'ordre juridique respectif de chacun des deux pays*" (article 9 c). On trouvera ci-dessous une synthèse de l'état d'avancement des procédures administratives dans les deux pays.

AUTORISATIONS ACQUISES

AUTORIZZAZIONI IN FRANCIA

Legge sull'Acqua: Prefetto di Savoia (dopo avviso del CODERST – Consiglio Dipartimentale dell'Ambiente e dei Rischi Sanitari e Tecnologici)

Decreto di Pubblica Utilità: Primo Ministro (dopo avviso del Consiglio di Stato).

Compatibilità dei documenti di urbanistica : Primo Ministro (Articolo dedicato sul soggetto nel Decreto di Pubblica Utilità).

AUTORIZZAZIONI IN ITALIA

Pronuncia di Compatibilità ambientale sul SIA: Commissione VIA del Ministero dell'Ambiente.

Approvazione del Progetto Definitivo: Conferenza dei Servizi (ex art. 81 DPR 616/77 e art. 3 del DPR 383/94)

Il Trattato di Torino del 29 gennaio 2001 stabilisce che la CIG "*presiede al buon coordinamento delle procedure nazionali di concertazione e di consultazione che le autorità responsabili, in conformità del rispettivo ordinamento giuridico di ciascuno dei due paesi, sono incaricate di condurre a buon fine*" (articolo 9 c). Si riporta qui di seguito una sintesi dello stato di avanzamento delle procedure amministrative nei due paesi.

AUTORIZZAZIONI OTTENUTE

En France :

Loi sur l'Eau : L'Arrêté Préfectoral a été signé le 12/02/2007

L'Avant-Projet Sommaire a été approuvé par Décision Ministérielle le 22 décembre 2003.

En Italie :

A titre informatif, l'avant projet sommaire du projet initial (en Gauche Dora) a été accompagné par une Etude d'Impact Environnemental (SIA). Dans le cadre de la procédure d'évaluation environnementale prévue par l'article II du décret législatif n. 190/2002, le Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire – Commission Spéciale VIA – a exprimé le 4 septembre 2003 un avis favorable avec prescriptions et recommandations sur la base des documents de l'avant projet sommaire et de l'Étude d'Impact Environnementale jointe (SIA), remis le 7 mars 2003 aux organes compétents italiens.

L'avant projet sommaire a été ensuite approuvé avec prescriptions par le CIPE le 5 décembre 2003 par délibération n° 113 (selon la procédure de la loi objectif, n. 443/01).

In Francia:

Legge sull'Acqua : l'ordinanza prefettizia è stata firmata il 12 febbraio 2007.

Il Progetto di Massima è stato approvato con Decisione Ministeriale il 22 dicembre 2003.

In Italia:

Per informazione, il Progetto Preliminare del progetto iniziale (in Sinistra Dora), è stato corredato da uno studio di Impatto Ambientale (SIA). Nell'ambito della procedura di valutazione ambientale prevista dal capo II del decreto legislativo n. 190/2002, il Ministero dell'ambiente e della tutela del territorio – Commissione Speciale VIA – in data 4 settembre 2003, ha espresso, sulla base degli elaborati del Progetto Preliminare e dell'allegato Studio di Impatto Ambientale (SIA), consegnati il 7 marzo 2003 agli organi competenti italiani, parere favorevole con prescrizioni e raccomandazioni.

Il Progetto Preliminare è stato quindi approvato con prescrizioni da parte del CIPE il 5 dicembre 2003, con delibera n° 113 (secondo le procedure della legge obiettivo, n. 443/01).

AUTORISATION EN COURS**En France :**

À la date de rédaction du présent document, la procédure d'Utilité Publique en France est dans sa phase finale d'approbation (en cours d'examen par le Conseil d'Etat). Les principales étapes de la procédure ont été les suivantes :

- ✓ Lancement de la procédure DUP par le Ministère des transports : 14 avril 2006
- ✓ Saisine du tribunal administratif : 3 mars 2006
- ✓ Ouverture de l'enquête publique : 23 mai 2006
- ✓ Clôture de l'enquête publique : 30 juin 2006
- ✓ Remise du rapport de la Commission d'Enquête au Préfet de la Savoie : 12

AUTORIZZAZIONI IN CORSO**In Francia:**

Alla data di redazione del presente documento, la procedura di Pubblica Utilità in Francia è in fase finale di approvazione (in corso di esame del Consiglio di Stato). Le principali tappe della procedura sono state le seguenti:

- ✓ Avvio della procedura DUP da parte del Ministero dei trasporti : 14 aprile 2006
- ✓ Tribunale amministrativo adito il : 3 marzo 2006
- ✓ Apertura dell'inchiesta pubblica : 23 maggio 2006
- ✓ Chiusura dell'inchiesta pubblica : 30 giugno 2006
- ✓ Consegna del rapporto della Commissione d'Inchiesta al Prefetto della Savoia : 12

septembre 2006

- ✓ Envoi par le Préfet de Savoie au Ministère de l'Équipement du dossier pour le Conseil d'Etat : 15 janvier 2007
- ✓ Envoi par le Ministère de l'Équipement du dossier au Conseil d'Etat : 30 mars 2007

L'enquête publique a confirmé le soutien au projet et l'absence de difficulté significative. Des entretiens nombreux avec le public, les élus et les responsables d'entreprise ont fait apparaître des positions en faveur du projet. La Commission d'Enquête a donné à l'unanimité un avis favorable à la réalisation des travaux, ouvrages et aménagements de la partie en territoire français de Saint Jean de Maurienne à la frontière franco-italienne, moyennant quelques recommandations mineures.

L'obtention de la DUP vaut mise en compatibilité des documents d'urbanisme. **Le Décret d'Utilité Publique est attendu avant le 30 décembre 2007** (date limite fixée par la loi).

En Italie

A titre informatif, le déroulement de la procédure d'autorisation concernant la solution initiale en Gauche Dora après approbation de l'avant projet est décrit ci-après.

Suite au changement de loi de référence (de la Loi Objectif à la procédure ordinaire), des réunions préparatoire pour la Conférence des Services ont été convoquées par le Ministère des Infrastructures le 1^{er} août 2006 afin d'instruire le "Progetto Definitivo" du projet initial (en gauche Dora). Sur demande du Ministère des Infrastructures, une Etude d'Impact Environnemental (SIA) a été réalisée puis envoyée à la Présidence de la Conférence des Services auprès du Ministère des Infrastructures le 3 mai 2007. Dans le "SIA" est incluse une comparaison de plusieurs alternatives de tracé étendues à la partie nationale de la nouvelle liaison Lyon-Turin, relevant de la compétence de RFI. Les principales étapes ont été les suivantes:

- 29 juin 2006 : Table Politique à la Présidence du Conseil qui a décidé du

settembre 2006

- ✓ Invio da parte del Prefetto di Savoia al Ministero dei Lavori pubblici del dossier per il Consiglio di Stato : 15 gennaio 2007
- ✓ Invio dal Ministero dei Lavori pubblici del dossier al Consiglio di Stato : 30 marzo 2007

L'inchiesta pubblica ha confermato il sostegno al progetto e l'assenza di significative difficoltà. Numerosi incontri con il pubblico, gli amministratori locali ed i responsabili di società hanno fatto emergere posizioni molto favorevoli a favore del progetto. La Commissione d'Inchiesta ha dato all'unanimità un parere favorevole alla realizzazione dei lavori, opere e pianificazione della parte sul territorio francese da Saint Jean de Maurienne alla frontiera italo-francese, con qualche raccomandazioni minori.

L'ottenimento della DUP ha valore di messa in compatibilità dei documenti di urbanistica. **Il Decreto di Pubblica Utilità è atteso prima del 30 dicembre 2007** (data limite fissata dalla legge).

In Italia

Per informazione, si indica qui sotto l'iter autorizzativo svoltosi sulla soluzione iniziale in Sinistra Dora dopo l'approvazione del Progetto Preliminare.

A seguito del cambiamento di legge di riferimento (dalla Legge Obiettivo alla procedura ordinaria), delle riunioni preparatorie alla Conferenza dei Servizi sono state convocate dal Ministero delle Infrastrutture il 1° agosto 2006 per istruire il Progetto Definitivo del progetto iniziale (in Sinistra Dora). Su richiesta del Ministero delle Infrastrutture, uno Studio di Impatto Ambientale (SIA) è stato elaborato ed inviato alla Presidenza della Conferenza dei Servizi (CDS) presso il Ministero delle Infrastrutture il 3 Maggio 2007. Nel SIA è stato incluso un confronto con varie alternative di tracciato estese alla tratta nazionale del Nuovo Collegamento Torino-Lione, di competenza di RFI. Le principali tappe sono state le seguenti:

- 29 giugno 2006 : Tavolo Politico presso la

"transfert" du projet de LTF et de celui de RFI de la loi dite "Loi Objectif" (443/01), à la procédure ordinaire selon le D.P.R. 616/77 ex art. 81, modifié par le D.P.R. 383/94.

- 22 juillet 2006 : Annonce par LTF du dépôt du "Progetto Definitivo" pour la CDS (selon la loi n.241/90), par publicité sur des quotidiens nationaux et locaux.
- 1er août 2006 : Première séance de la Conférence des Services (qui s'est déroulée à la Préfecture de Turin) pendant laquelle il a été demandé à LTF de réaliser une nouvelle étude d'impact environnemental (SIA), sur le "Progetto Definitivo" comme prévu par la loi en vigueur, afin de lancer une nouvelle procédure de compatibilité environnementale.
- octobre 2006: Lancement de la procédure de "Scoping" pour le "SIA" auprès du Ministère de l'Environnement.
- Lors des séances préparatoires des 1er août 2006, 12 octobre 2006 et 27 novembre 2006 en vue de la CDS, le projet "Gauche Dora" a été présenté et des réponses ont été données aux observations concernant le "Progetto Definitivo" en Gauche Dora;
- Lors des séances des 5 décembre 2006, 15 décembre 2006, 15 janvier 2007, 26 février 2007, 18 avril 2007 a été présentée la méthodologie du SIA et le modèle d'analyse de comparaison des alternatives de tracé ;
- Les 2/4 avril 2007 et les 10/12 avril 2007 : cycle de séminaires explicatifs des alternatives et de la méthode d'analyse auprès de la Région Piémont:

Suite à une demande de la part des collectivités locales, en raison de leur désaccord sur les choix stratégiques relatifs au projet en Gauche Dora sur leur territoire, le Gouvernement a décidé le 10 décembre 2005 de mettre en place un observatoire technique baptisé Observatoire Vallée de Susse, constitué sous l'égide de la Présidence du Conseil des Ministres. Cet observatoire a lancé à partir du 12 décembre 2006 une nouvelle phase de comparaison avec le territoire et toutes les structures concernées. Les deux principaux thèmes en discussion jusqu'à mi juin 2007, après 27 réunions, ont été la capacité de la Ligne Historique en Vallée de Susse (liaison Modane-Bussoleno) et la demande de trafic fret,

Presidenza del Consiglio che ha deciso il "trasferimento" del progetto di LTF e quello di RFI dalla cosiddetta Legge Obiettivo (443/01), alla procedura ordinaria secondo il D.P.R. 616/77 ex art. 81, modificato dal D.P.R. 383/94.

- 22 luglio 2006: Comunicazione da LTF dell'avvenuto deposito del Progetto Definitivo per la pre-CDS (ai sensi della legge n.241/90), mediante pubblicità su quotidiani Nazionali e locali.
- 1° agosto 2006 : Prima seduta preparatoria alla Conferenza di Servizi (svoltasi presso la Prefettura di Torino) in cui è stato chiesto ad LTF di realizzare un nuovo Studio di Impatto Ambientale (SIA), sul Progetto Definitivo come previsto dalla normativa vigente, per avviare una nuova procedura di compatibilità ambientale.
- Ottobre 2006: Avvio della procedura di Scoping per il SIA presso il Ministero dell'Ambiente.
- Nelle sedute preparatorie alla CDS del 1° agosto 2006 – 12 ottobre 2006 – 27 novembre 2006 è stato presentato il progetto Sinistra Dora e si è dato risposta alle osservazioni al Progetto Definitivo in Sinistra Dora;
- Nelle sedute del 5 dicembre 2006, 15 dicembre 2006, 15 gennaio 2007, 26 febbraio 2007, 18 aprile 2007 è stata presentata la metodologia del SIA ed il modello di analisi del confronto delle alternative di tracciato;
- Il 2/4 aprile 2007 ed il 10/12 aprile 2007 ciclo di seminari presso la Regione Piemonte illustrativi delle alternative e del metodo di analisi.

A seguito di una richiesta da parte del sistema degli Enti Locali, motivata dalla mancata condivisione delle scelte strategiche e progettuali sul proprio territorio rispetto al tracciato in Sinistra Dora, il Governo ha deciso il 10 dicembre 2005 l'attivazione di un osservatorio tecnico denominato Osservatorio Valle di Susa, costituito sotto l'égide della Presidenza del Consiglio dei Ministri. Questo Osservatorio ha avviato a partire del 12 dicembre 2006 una nuova fase di confronto con il territorio e con tutti i soggetti interessati. I due temi principali discussi fino alla metà giugno 2007, dopo 27 riunioni, sono stati la capacità della Linea Storica

qui ont conduit à la rédaction de deux cahiers d'analyse. L'observatoire a également lancé une réflexion sur le thème de la capacité de la Ligne Historique en basse Vallée de Susse (Bussoleno-Turin) et du nœud de Turin, laquelle est en phase de finalisation.

Lors de la Table Politique du Palais Chigi du 13 juin 2007, en présence des autorités locales, le gouvernement a pris acte du travail positif de l'Observatoire Vallée de Susse qui a institué un nouvel élan de collaboration avec les représentants du territoire. Lors de la séance, le Gouvernement a communiqué sa décision de procéder à la présentation d'une réponse à l'appel d'offres de l'Union Européenne, expliquant les points clés de ses orientations par rapport au tracé, dont les représentants des collectivités locales ont pris acte. Le gouvernement a notamment déclaré qu'il ne considérerait plus comme proposable le tracé prévu à l'origine sur le territoire italien, avec une référence particulière pour Venaus et la traversée du Val Cenischia. Le gouvernement a indiqué sa volonté de considérer comme inchangée la partie du tracé en territoire française, qui définit par conséquence le point de départ en amont, et indique en même temps à Orbassano le point d'arrivée dans le tracé en aval.

La partie qui relie ces deux points, excluant la sortie de Venaus, comporte le passage en rive droite, la traversée de la Dora dans une zone proche des gorges, et une partie en tunnel qui permet de se connecter avec la ligne historique en un point compatible avec le Traité de Turin du 29 janvier 2001, et à proximité duquel s'achève la partie commune.

En vue de permettre les analyses techniques et environnementales dans le cadre de l'Observatoire, le Ministre des Infrastructures a demandé à RFI, le 15 juin 2007, d'établir les dossiers suivants selon les décisions prises lors de la séance de la Table politique du 13 juin dernier :

- le "progetto definitivo" de la solution "variante Mixte", de la frontière d'état au portail est de sortie du tunnel de base sur le territoire italien ;

in Val di Susa (tratta Modane – Bussoleno) e la domanda di traffico Merci, che hanno portato ad una condivisione di due Quaderni di analisi. L'Osservatorio ha anche avviato una riflessione sul tema della capacità della Linea Storica in bassa Val di Susa (Bussoleno – Torino) e del Nodo di Torino, in fase di ultimazione.

In occasione del Tavolo Politico di Palazzo Chigi del 13 giugno 2007, alla presenza degli Enti Locali, il Governo ha preso atto del positivo lavoro dell'Osservatorio Valle di Susa che ha determinato un nuovo clima di collaborazione con i Rappresentanti del territorio. Il Governo in questa sede ha comunicato la decisione di procedere alla presentazione di una risposta al bando dell'Unione Europea, esplicitando i punti chiave del proprio orientamento rispetto al tracciato, di cui i Rappresentanti degli Enti Locali hanno preso atto. In particolare, il Governo ha dichiarato di non ritenere più proponibile il tracciato originariamente previsto in territorio italiano, con particolare riferimento a Venaus e all'attraversamento della Val Cenischia. Il Governo ha indicato la volontà di assumere come inalterata la parte di tracciato in territorio francese, che definisce conseguentemente il punto di partenza a monte, indicando nel contempo in Orbassano il punto di arrivo nella tratta a valle.

La tratta che collega questi due punti, escludendo l'uscita di Venaus, comporta il passaggio in sponda destra, l'attraversamento della Dora in una zona prossima alle Gorge, ed una tratta in galleria che consente di connettersi con la linea storica in un punto compatibile con quanto previsto nel Trattato di Torino del 29 gennaio 2001, a prossimità del quale finisce la parte comune.

In preparazione delle analisi tecnico-ambientali nell'ambito dell'Osservatorio, il Ministro delle Infrastrutture ha chiesto a RFI, il 15 giugno 2007, di definire la seguente documentazione secondo le decisioni assunte nella seduta del Tavolo politico del 13 giugno scorso:

- il progetto definitivo della soluzione "variante Mista", dal Confine di Stato al portale est di uscita del tunnel di base in territorio italiano;

- un dossier d'impacts sur l'environnement;
- des documents de projet relatifs à la localisation urbaniste ;
- l'avant-projet sommaire du tracé du portail de sortie du tunnel de base à la localité la plus proche de Bussoleno/Bruzolo, conformément à l'art. 3 de l'Accord franco-italien, y compris avec l'interconnexion avec la ligne historique.

Le présent dossier a été rédigé sur la base de ce projet.

La procédure d'autorisation, qui inclut la prononciation de compatibilité environnementale sur le SIA, s'achève avec l'approbation du "Progetto Definitivo" de la part de la Conférence des Services selon l'art. 81 du D.P.R. n. 616/24.7.1977 (tel que modifié par le D.P.R. n. 383/18.4.1994).

L'approbation du projet adopté par la Conférence des Services remplace dans tous leurs effets les actes d'entente, les avis, les concessions ainsi que les bâtiments, les autorisations, les approbations, les permis prévus par les lois nationales et régionales. Cette approbation, y compris les autorisations consécutives relatives aux procédures d'expropriation, devrait avoir lieu avant le 30 septembre 2011 (voir planning au § 1.2 de la partie B du formulaire).

En ce qui concerne la section en aval de la partie commune, une hypothèse de projet est en train d'être approfondie sur le plan technique. Elle prévoit la mise à quatre voies de la ligne existante, et l'enfouissement de la ligne historique et de la nouvelle ligne dans les parties les plus urbanisées. Le réaménagement urbain des agglomérations traversées qui en découlera permettra de satisfaire la demande des collectivités locales de ne pas compter uniquement sur les compensations pour intégrer la nouvelle infrastructure sur le territoire, mais d'imaginer une nouvelle organisation qui apporte plus directement de la valeur ajoutée aux zones traversées.

Ces orientations stratégiques, qui concernent également les raccordements avec Orbassano et

- una documentazione di impatto ambientale;
- elaborati progettuali per la localizzazione urbanistica;
- il progetto preliminare del tracciato dal portale di uscita del tunnel di Base alla località più prossima a Bussoleno/Bruzolo, ai sensi dell'art. 3 dell'Accordo Italia-Francia, ivi inclusa l'interconnessione con la linea storica.

Il presente Dossier è stato redatto sulla base di questo progetto.

La fine della procedura autorizzativa, che comporta la Pronuncia di Compatibilità ambientale sul SIA, è l'approvazione del Progetto Definitivo da parte della Conferenza di Servizi secondo l'art. 81 del D.P.R. n. 616/24.7.1977 (come modificato dal D.P.R. n. 383/18.4.1994).

L'approvazione del progetto adottata dalla Conferenza di Servizi, sostituisce, ad ogni effetto, gli atti d'intesa, i pareri, le concessioni, anche edilizie, le autorizzazioni, le approvazioni, i nulla osta previsti dalle leggi statali e regionali. Tale approvazione, ivi incluse le conseguenti autorizzazioni relative alle procedure espropriative, è prevista entro il 30 settembre 2011 (vedi planning al § 1.2 della Parte B dell'Application Form).

Per quanto riguarda la parte a valle della parte comune, in sede tecnica si sta approfondendo una ipotesi progettuale che prevede il quadruplicamento della linea esistente e l'interramento, nelle parti più antropizzate, della linea storica e della nuova linea. Il conseguente riordino urbanistico dei nuclei urbani attraversati, permetterà di accogliere la storica richiesta degli Enti Locali di non affidare solo alle compensazioni il rapporto della nuova infrastruttura con il territorio, ma di immaginare una nuova configurazione che porti direttamente valore aggiunto alle aree attraversate.

Tali orientamenti strategici, complessivi della connessione con Orbassano e del collegamento

Curso Marche, constituant l'un des enjeux du projet pour les entités techniques chargées de sa réalisation.

di Corso Marche, costituiscono l'input progettuale per i soggetti tecnici incaricati dello sviluppo del progetto.

1.3.2. APPLICATION DE LA DIRECTIVE 85/337/EEC DU CONSEIL RELATIVE A L'EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT (EIE)

1.3.2.1. Le projet appartient-il à une classe :

- couverte par l'annexe I de la directive (passer à la question 1.3.2.2)
- couverte par l'annexe II de la directive (passer à la question 1.3.2.3)
- qui n'est couverte par aucune des deux annexes (passer à la question 1.3.3)

1.3.2.2. Si le projet relève de l'annexe I de la directive, joindre les documents suivants:

a. les informations visées à l'article 9, paragraphe 1, de la directive ;

L'article 9 (1) de la Directive stipule :

(Art. 9 - (Dir. no 97/11/CE du 3 mars 1997, art. 1er-11). [(note 1)] 1. (Dir. no 2003/35/CE, 26 mai 2003, art. 3) [(note 1)]

Lorsqu'une décision d'accorder ou de refuser une autorisation a été prise, la ou les autorité(s) compétente(s) en informe(nt) le public, conformément aux procédures appropriées, et met(tent) à sa disposition les informations suivantes :

- *la teneur de la décision et les conditions dont la décision est éventuellement assortie,*
- *après examen des préoccupations et des avis exprimés par le public concerné, les principales raisons et considérations sur lesquelles la décision est fondée, y compris l'information concernant le processus de participation du public,*
- *une description, le cas échéant, des principales mesures permettant d'éviter, de réduire et, si possible, d'annuler les effets négatifs les plus importants.)*

L'articolo 9 (1) della direttiva stabilisce:

(Art. 9 - (Dir. no 97/11/CE del 3 marzo 1997, art. 1er-11). [(nota 1)] 1. (Dir. no 2003/35/CE, 26 maggio 2003, art. 3) [(nota 1)]

Qualora sia stato deciso di concedere o rifiutare un'autorizzazione, la o le competenti autorità ne informa(no) il pubblico, conformemente all'adeguata normativa, e mettono a sua disposizione le seguenti informazioni:

- *il tenore della decisione e le condizioni con cui è eventualmente associata la decisione,*
- *dopo esame delle preoccupazioni e degli avvisi espressi dal pubblico interessato, le principali ragioni e considerazioni sulle quali è basata la decisione, compresa l'informazione riguardante il processo di partecipazione del pubblico,*
- *all'occorrenza una descrizione delle principali misure che permettono di evitare, di restringere e, se possibile, annullare gli effetti negativi più importanti).*

Conformément à cet article, il a été réalisé dans

Ai sensi di questo articolo, è stato realizzato nel

le cadre des Etudes d'Impact sur l'Environnement dans les deux Pays :

ÉTUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT EN FRANCE

L'information du public :

- Loi sur l'Eau :
 - arrêté préfectoral affiché dans les mairies pendant 1 mois (annexe 2) ;
 - rapport de la commission d'enquête publié dans 2 journaux (annexe 3) ;
 - rapport de la commission d'enquête mis à disposition du public dans les communes concernées.
- Décret d'Utilité Publique (procédure en cours) :
 - Publication au Journal Officiel ;
 - rapport de la commission d'enquête mis à disposition du public dans les communes concernées pendant 1 an (annexe 4).

Teneur de la décision et les conditions dont elle est assortie sont :

- Loi sur l'eau : articles 1, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 de l'Arrêté Préfectoral
- DUP : en cours de procédure.

Raisons et considérations sur lesquelles la décision est fondée, y compris information concernant le processus de participation du public :

- Loi sur l'eau : Arrêté Préfectoral et Rapport de la commission d'enquête.
- DUP : Rapport de la commission d'enquête ;
+ fiche technique à l'attention de Monsieur le Vice Président du Conseil d'Etat (section des travaux publics).

Principales mesures permettant d'éviter, de réduire et, si possible, d'annuler les effets négatifs les plus importants :

- Loi sur l'eau : Articles 7, 8, et 9 de l'Arrêté Préfectoral ;
- DUP : procédure en cours : étude d'impact

quadro degli Studi di Impatto Ambientale nei due Paesi:

STUDIO D'IMPATTO AMBIENTALE IN FRANCIA

L'informazione al pubblico:

- Legge sull'Acqua:
 - Ordinanza prefettizia pubblicata nei municipi per 1 mese (allegato 2);
 - Rapporto della commissione d'inchiesta pubblicato in 2 giornali (allegato 3);
 - Rapporto della commissione d'inchiesta messo a disposizione del pubblico nei comuni interessati.
- Decreto di Pubblica Utilità (procedura in corso):
 - Pubblicazione presso la Gazzetta Ufficiale;
 - Rapporto della commissione d'inchiesta a disposizione del pubblico nei comuni interessati per 1 anno (allegato 4).

Il tenore della decisione e le condizioni con cui è eventualmente associata la decisione sono :

- Legge sull'acqua : articoli 1, 5, 6, 7, 8, 9, 10 e 11 dell'Ordinanza Prefettizia
- DUP : in corso di procedura.

Ragioni e considerazioni sulle quali è basata la decisione, compreso informazione sul processo di partecipazione del pubblico :

- Legge sull'Acqua : Ordinanza prefettizia e rapporto della commissione d'inchiesta.
- DUP : Rapporto della commissione d'inchiesta e scheda tecnica alla c.a. del Vice Presidente del Consiglio di Stato (sezione lavori pubblici).

Principali misure che permettono di evitare, mitigare e nel caso annullare gli effetti negativi più importanti :

- Legge sull'acqua : Articoli 7, 8, e 9 dell'Ordinanza Prefettizia ;
- DUP : procedura in corso : studio d'impatto

dont le résumé non technique est joint en annexe (annexe 5).

di cui si allega la sintesi non tecnica (allegato 5).

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL EN ITALIE

STUDIO DI IMPATTO AMBIENTALE IN ITALIA

Information du public :

En ce qui concerne le tracé développé selon les orientations du Gouvernement à l'occasion de la "Table" du Palais Chigi du 13 juin 2007, aucune information n'a encore été diffusée.

A titre d'information, et pour analogie, est reporté ce qui a été fait pour le tracé en Gauche Dora. Les actions d'information suivantes ont été réalisées:

- *Publication du lancement de la procédure relative à l'Avant Projet sur les quotidiens à diffusion nationale et régionale : 7 mars 2003*
- *Consultation de l'Avant Projet auprès des services compétents de la Région Piémont : du 7 mars 2003 au 7 avril 2003;*
- *Publication de la délibération CIPE qui est à la fois prononciation de compatibilité environnementale, d'approbation de l'Avant Projet sur le Journal Officiel n°98 du 27 avril 2004 ;*
- *Publication du lancement de la procédure relative au "Progetto Definitivo" sur les quotidiens à diffusion nationale et régionale : 22 juillet 2006*
- *Consultation du "Progetto Definitivo" à LTF : du 28 août 2006 au 28 septembre 2006.*

Teneur de la décision et Conditions dont elle est assortie :

Non applicable

Raisons et considérations sur lesquelles la décision est fondée, y compris information concernant le processus de participation du public :

Non applicable

Informazione del pubblico :

Per quanto riguarda il tracciato sviluppato secondo gli orientamenti del Governo in occasione del Tavolo di Palazzo Chigi del 13 giugno 2007, non è stata eseguita ancora alcuna informazione.

A titolo informativo, per analogia, si richiama quanto fatto per il tracciato in Sinistra Dora. Sono stati eseguiti i seguenti percorsi informativi:

- *Publicazione dell'avvio della Procedura relativa al Progetto Preliminare su quotidiani a diffusione nazionale e regionale : 7 marzo 2003*
- *Consultazione del Progetto Preliminare presso Ufficio Competente della Regione Piemonte : dal 7 marzo 2003 al 7 aprile 2003;*
- *Publicazione della Delibera CIPE, che è anche Pronuncia di Compatibilità Ambientale, di approvazione del Progetto Preliminare sulla Gazzetta Ufficiale n° 98 del 27 aprile 2004;*
- *Publicazione dell'avvio della Procedura relativa al Progetto Definitivo su quotidiani a diffusione nazionale e regionale : 22 luglio 2006*
- *Consultazione del Progetto Definitivo presso LTF : dal 28 agosto 2006 al 28 settembre 2006*

Tenore della decisione e condizioni accompagnatrici:

Non applicabile

Ragioni e considerazioni sulle quali è basata la decisione, incluso informazione riguardante il processo di partecipazione del pubblico:

Non applicabile

Principales mesures permettant d'éviter, de réduire et, si possible, d'annuler les effets négatifs les plus importants :

Non applicable

Principali misure che permettono di evitare, di ridurre e, nel caso, annullare gli effetti negativi più importanti:

Non applicabile

- b. le résumé non technique de l'étude d'évaluation des incidences sur l'environnement réalisée pour le projet ;

ÉTUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT EN FRANCE

Le résumé non technique de l'étude d'impact réalisé dans le cadre de l'enquête publique est joint en annexe 5 au dossier.

ETUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT EN ITALIE

L'étude d'impact sur l'environnement (SIA) n'a pas encore été rédigée. Cependant, une synthèse des principales problématiques environnementales est annexée (annexe 6), rédigée sur la base des premières études techniques réalisées sur le tracé et développées selon les orientations données par le Gouvernement à l'occasion de la "Table" Politique du 13 juin 2007.

Il est rappelé que deux Etudes d'Impact Environnemental (SIA) ont été réalisées sur le projet initial (Gauche Dora) :

- *La première, réalisée en phase de Projet Préliminaire dans le cadre de la "Loi Objectif", a été approuvée avec prescriptions par le CIPE le 5 décembre 2003 ;*
- *La deuxième a été réalisée en phase de Projet Définitif dans le cadre de la procédure ordinaire puis envoyée à la Présidence de la Conférence des Services auprès du Ministère des Infrastructures le 3 mai 2007. Dans cette Etude était incluse une comparaison de plusieurs alternatives de tracé étendues à la partie nationale de la nouvelle liaison Lyon-Turin, relevant de la compétence de RFI.*

STUDIO DI IMPATTO AMBIENTALE IN FRANCIA

La sintesi non tecnica dello studio di impatto è compilata nel quadro della pubblica inchiesta è allegato 5 al presente dossier

STUDIO DI IMPATTO AMBIENTALE IN ITALIA

Lo Studio d'Impatto Ambientale (SIA) non è stato ancora redatto. Tuttavia, si allega al presente Dossier una Sintesi delle principali problematiche ambientali (allegato 6), redatta sulla base dei primi studi tecnici eseguiti sul tracciato sviluppato secondo gli orientamenti del Governo in occasione del Tavolo di Palazzo Chigi del 13 Giugno 2007.

Si ricorda che due Studi di Impatto Ambientale (SIA) sono stati elaborati sul progetto iniziale (in Sinistra Dora):

- *il primo, elaborato in fase di Progetto Preliminare nel corso della procedura in Legge Obiettivo, è stato approvato con prescrizioni da parte del CIPE il 5 dicembre 2003;*
- *il secondo è stato elaborato in fase di Progetto Definitivo nella corso della attuale procedura ordinaria ed è stato inviato alla Presidenza della Conferenza dei Servizi (CDS) presso il Ministero delle Infrastrutture il 3 Maggio 2007. In tale Studio è stato incluso un confronto con varie alternative di tracciato estese alla tratta nazionale del Nuovo Collegamento Torino-Lione, di competenza di RFI.*

- c. des informations sur les consultations avec les autorités environnementales, le public concerné et, s'il y a lieu, avec d'autres Etats membres.

ETUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT EN FRANCE

STUDIO D'IMPATTO SULL'AMBIENTE IN FRANCIA

Consultation avec les autorités environnementales :
Voir § 1.2 ci-dessus

Consultazione con le autorità ambientali:
Si veda § 1.2 precedente

Consultation avec le public :
Voir § 1.3.2.2 ci-dessus

Consultazione con il pubblico :
Si veda § 1.3.2.2 precedente

Consultation avec les autres États membres :

Consultazione con gli altri Stati membri :

Une consultation entre la France et l'Italie a eu lieu dans le cadre de la Commission Intergouvernementale (CIG) en application de la procédure européenne Directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985 modifiée par la Directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 et par la Directive 2003/35/CE du Parlement Européen et de Conseil du 26 mai 2003, dite Convention Espoo relative à l'évolution de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontalier.

E' stata realizzata una consultazione tra la Francia e l'Italia nel quadro della Commissione Intergovernativa (CIG) in applicazione della procedura europea Direttiva 85/337/CEE del Consiglio del 27 giugno 1985 modificata dalla Direttiva 97/11/CE del Consiglio del 3 marzo 1997 e dalla Direttiva 2003/35/CE del Parlamento Europeo e del Consiglio del 26 maggio 2003, detta Convenzione Espoo relativa all'evoluzione dell'impatto sull'ambiente in un contesto transfrontaliero.

ETUDES D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT EN ITALIE

STUDI DI IMPATTO AMBIENTALE IN ITALIA

Consultation avec les autorités environnementales :
Voir § 1.2 ci-dessus.

Consultazione con le autorità ambientali :

Vedere r § 1.2 qui sopra.

Une procédure de "Scoping" a d'autre part été lancée avec le Ministère de l'environnement pour le "SIA" du projet initial en Gauche Dora (octobre 2006) : voire § 1.3.2.1. Une procédure identique d'accompagnement sera lancée sur le nouveau tracé.

Inoltre, una procedura di "Scoping" è stata avviata con il Ministero dell'Ambiente per il SIA del progetto iniziale in Sinistra Dora (ottobre 2006): vedi § 1.3.2.1. La medesima procedura di accompagnamento sarà avviata sul nuovo tracciato.

Consultation avec le public :
Voir § 1.3.2.2 ci-dessus

Consultazione con il pubblico
Vedere § 1.3.2.2 qui sopra

Consultation avec les autres États membres :

Consultazione con gli altri Stati membri :

Une consultation entre la France et l'Italie a eu lieu dans le cadre de la Commission Intergouvernementale (CIG) en application de la procédure européenne Directive 85/337/CEE du

Si è svolta una consultazione tra la Francia e l'Italia nel quadro della Commissione Intergovernativa (CIG) nell'applicare la procedura europea Direttiva 85/337/CEE del

Conseil du 27 juin 1985 modifiée par la Directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 et par la Directive 2003/35/CE du Parlement Européen et de Conseil du 26 mai 2003, dite Convention Espoo relative à l'évolution de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontalier.

Consiglio del 27 giugno 1985 modificata dalla Direttiva 97/11/CE del Consiglio del 3 marzo 1997 e dalla Direttiva 2003/35/CE del Parlamento Europeo e del Consiglio del 26 maggio 2003, detta Convenzione Espoo relativa all'evoluzione dell'impatto sull'ambiente in un contesto transfrontaliero.

1.3.2.3. Si le projet relève de l'annexe II de la directive, une évaluation des incidences sur l'environnement a-t-elle été réalisée ?

Oui Non

Si oui, joindre dans ce cas les documents nécessaires énumérés au point 1.3.2.2

Sinon, en fournir les raisons et indiquer les seuils, les critères ou les analyses au cas par cas effectuées pour parvenir à la conclusion que le projet n'a pas d'incidence significative sur l'environnement

Non applicable.

Non applicabile.

(Voir la synthèse de l'Etude d'Impact sur l'Environnement au 1.3.2.2.)

(Vedere la sintesi degli Studi d'Impatto Ambientale al 1.3.2.2.)

1.3.3. APPLICATION DE LA DIRECTIVE 2001/42/CE RELATIVE A L'EVALUATION STRATEGIQUE DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ("directive ESE")

1.3.3.1. Le projet résulte-t-il d'un plan ou d'un programme qui relève du champ d'application de la directive ESE ?

NON – dans ce cas, prière de fournir une brève explication :

La directive 2001/42/EC n'est pas applicable au projet. Les études d'impact sont réalisées suivant les normes nationales transposant en droit national la directive 85/337/CEE.

La direttiva 2001/42/EC non è applicabile al progetto. Gli studi d'impatto sono realizzati secondo le norme nazionali trasponendo in diritto nazionale la direttiva 85/337/CEE.

OUI – dans ce cas, pour pouvoir vérifier si d'éventuelles incidences cumulatives plus larges du projet ont été prises en compte, prière de fournir soit un lien internet soit une copie électronique du résumé non technique du rapport sur les incidences environnementales élaborée pour le plan ou le programme.

1.4. EVALUATION DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000

Le projet est-il susceptible d'avoir des incidences négatives importantes sur les sites inclus ou devant être inclus dans le réseau NATURA 2000 ?

Le cas échéant,

- (1) Prière de fournir un résumé des conclusions de l'évaluation appropriée effectuée conformément à l'article 6, paragraphe 3, de la directive 92/43/CEE ;
- (2) Si des mesures de compensation ont été jugées nécessaires conformément à l'article 6, paragraphe 4, prière de fournir une copie du formulaire "Informations relatives aux projets ayant des incidences importantes sur les sites NATURA 2000, conformément à la notification communiquée à la Commission (DG Environnement) en vertu de la directive 92/43/EEC9" (Annexe II-A).

Dans le cas contraire, joindre la déclaration figurant à l'annexe II-B, dûment remplie par l'autorité compétente.

1.5. Mesures additionnelles d'intégration dans l'environnement

Le projet prévoit-il, en plus de l'évaluation des incidences sur l'environnement, des mesures supplémentaires d'intégration du projet dans l'environnement (par exemple un audit environnemental, une gestion environnementale, un suivi environnemental spécifique) ?

Oui Non

Si oui, préciser :

En France, l'engagement a été pris dans le dossier d'enquête d'utilité publique de mettre en oeuvre un système de management environnemental. En particulier en phase de chantier, un contrôle régulier des poussières, du bruit, des aquifères sera réalisé et fera l'objet de la mise en place de comités de suivis associant les différents partenaires : collectivités territoriales, associations de défense de l'environnement, riverains, etc.

En Italie le même type d'engagement a été pris dans le cadre du "Studio d'Impatto Ambientale" du projet initial et sera maintenu pour le projet en cours de développement.

On trouvera ci-dessous les caractéristiques du système de management environnemental retenu, dont les caractéristiques de détail seront adaptées suivant les normes en vigueur respectivement en France et en Italie.

Monitoring environnemental :

In Francia, è stato preso l'impegno nel dossier d'inchiesta di pubblica utilità di attuare un sistema di management ambientale. In particolare in fase di cantiere, sarà realizzato un monitoraggio regolare delle polveri, del rumore, degli acquiferi il quale sarà oggetto della costituzione di comitati di controllo in associazione con le diverse parti : enti territoriali, associazione di difesa dell'ambiente, frontisti, ecc.

In Italia, è stato preso lo stesso impegno nel quadro dello Studio d'Impatto Ambientale del progetto iniziale e sarà sostenuto per il progetto in corso di sviluppo.

Si riportano qui di seguito le caratteristiche del sistema di management ambientale scelto, le cui caratteristiche di dettaglio saranno adattate secondo la normativa vigente rispettivamente in Francia e in Italia.

Monitoraggio ambientale:

Un Monitoring Environnemental sera mis en place avant le lancement des travaux. Le Programme de ce Monitoring Environnemental (PMA) a été défini dans le dossier de DUP français et sera partie intégrante de l'Etude d'Impact Environnemental (SIA) de la partie italienne du Projet. Le PMA sera rédigé en cohérence avec la réglementation en vigueur et selon les règles habituelles pour les ouvrages de cette dimension.

Le document contient, pour chaque élément et phase de suivi :

- les finalités et les objectifs du suivi de chaque élément spécifique ;
- les typologies de mesure et les paramètres à enregistrer ;
- la fréquence des relevés à effectuer ;
- la durée des échantillonnages et des relevés ;

- le plan de suivi indiquant la position préliminaire des points d'échantillonnage et les typologies de mesure à effectuer dans les différentes phases (en référence à la carte jointe à l'échelle 1:10.000) ;

- les méthodologies de relevé, échantillonnage et d'analyses.

Enfin le PMA comporte une première indication des modalités de gestion des données de suivi et de leur modalité d'émission (reprise des données), de la structure organisationnelle et du contrôle de la qualité.

Gestion Environnementale de l'ouvrage :

On prévoit la création d'un Système de Gestion environnemental (SGA) conforme à la norme ISO 14001:2004 ou au système EMAS (règlement CE 761/2001).

Le dossier présentera les aspects relatifs à :

- les éléments de référence, constitués par la réglementation italienne en matière de

Un Monitoraggio Ambientale sarà messo in atto prima dell'avvio dei lavori. Il Programma di tale Monitoraggio Ambientale (PMA) é stato definito nel dossier della DUP francese e costituirà parte integrante dello Studio di Impatto Ambientale (SIA) della parte italiana del Progetto. Il PMA sarà redatto in coerenza con la normativa vigente e secondo la prassi consolidata per opere di questa dimensione.

Il documento contiene, per ciascuna componente e fase di monitoraggio:

- le finalità e gli obiettivi del monitoraggio della specifica componente;
- le tipologie di misura ed i parametri da rilevare;
- la frequenza dei rilievi da effettuare;
- la durata dei campionamenti e dei rilevamenti;
- il piano di monitoraggio riportante l'ubicazione preliminare dei punti di campionamento e le tipologie di misura da effettuare nelle differenti fasi (con riferimento alla cartografia allegata in scala 1:10.000);
- le metodologie di rilevamento, campionamento e di analisi.

Il PMA contiene, infine, una prima indicazione delle modalità di gestione dei dati di monitoraggio e della modalità di emissione dei medesimi (reportistica), della struttura organizzativa e della gestione della qualità.

Gestione Ambientale dell'opera:

Si prevede la creazione di un Sistema di Gestione Ambientale (SGA) conforme alla norma ISO 14001:2004 o al sistema EMAS (regolamento CE 761/2001).

Il dossier illustrerà gli aspetti relativi a:

- gli elementi di riferimento, costituiti dalla normativa italiana in materia di lavori pubblici e dagli standard internazionali

travaux publics et par les standards internationaux relatifs aux systèmes de gestion environnementale (ISO et EMAS).

- la description des différents systèmes de gestion environnementale selon les standards ISO 14001:2004 et EMAS;
- la certification d'une organisation et la validation du SGA;
- les étapes pour la mise en place du SGA, par rapport à la réglementation de référence, la documentation nécessaire et l'obtention de la certification.

relativi ai sistemi di gestione ambientale (ISO e EMAS)

- la descrizione dei differenti sistemi di gestione ambientale secondo gli standard ISO 14001:2004 e EMAS;
- la certificazione di un'organizzazione e la validazione del SGA;
- le tappe per l'implementazione del SGA, in rapporto alla normativa di riferimento, alla documentazione necessaria e al conseguimento della certificazione

1.6. Coût des mesures destinées à corriger les incidences négatives sur l'environnement

S'il est inclus dans le coût total, proportion estimée du coût des mesure prises en vue de réduire et/ou de compenser les incidences négatives sur l'environnement

%

6,8

Un projet moderne se donne comme objectif d'éviter ou tout du moins minimiser les impacts causés sur l'environnement et, lorsque cela est possible, d'augmenter la qualité environnementale du projet. Les réductions sont précisément les moyens qui permettent de diminuer à la base les impacts sur l'environnement prévisibles par la réalisation d'actions relatives au projet. Cela implique donc un positionnement explicite du projet en faveur d'objectifs de qualité qui vont au-delà d'un simple respect des obligations légales (les réductions ainsi réalisées doivent se comprendre comme dues).

Un progetto moderno si pone l'obiettivo di evitare o comunque minimizzare gli impatti ambientali indotti e, fin dove possibile, di aumentare la qualità ambientale associata al progetto. Le mitigazioni sono per l'appunto gli accorgimenti che consentono, di ridurre fin dall'inizio gli impatti sull'ambiente prevedibili con la realizzazione delle azioni progettuali. Ciò implica una opzione esplicita del progetto a favore di obiettivi di qualità che vadano oltre il semplice rispetto degli obblighi di legge (le mitigazioni prodotte in tal senso devono intendersi come dovute).

Il est donc souligné que les coûts ci-après ne représentent qu'une très faible part des coûts "environnementaux" du projet : en effet, la mise en tunnel résulte non seulement de considérations techniques de tracé et de pentes mais aussi de l'objectif de limiter les impacts à l'air libre.

Si evidenzia quindi che i costi sotto riportati rappresentano solo una piccola quota dei costi "ambientali" del progetto : in effetti, la realizzazione in galleria deriva da considerazioni tecniche plano-altimetriche ma anche dall'obiettivo di limitare gli impatti all'aperto.

Il convient de noter que le coût total des mesures environnementales dans les deux pays est du même ordre de grandeur, et que la

E' da notare che il costo totale delle misure ambientali nei due paesi è del medesimo ordine di grandezza, e che l'incidenza percentuale

différence dans le pourcentage d'incidence provient du montant des coûts d'investissement respectifs, liés à la longueur différente du projet (environ 60% en France et 40% en Italie).

COÛT DES MESURES ENVIRONNEMENTALES EN FRANCE

Les éléments ci-après sont tirés du Dossier d'Enquête publique, complété par des estimations plus détaillées pour ce qui concerne les mesures en phase de chantier, extraites de l'Avant-Projet de Référence.

Pour la partie française, le coût pour les mesures réductrices et compensatoires pour l'environnement est d'environ 230 M€ (valeur janvier 2006). Environ 70% de cette somme couvrira les mesures réductrices et 30% les mesures compensatoires.

Des mesures d'accompagnement sont également envisagées pour un montant d'environ 30 M€ (valeur janvier 2006).

Au total, ces mesures représentent environ **260 M€** soit 5,0 % du montant de l'investissement en territoire français (5.205,4 M€).

COÛT DES MESURES ENVIRONNEMENTALES EN ITALIE

Pour mémoire les éléments de référence ci-après sont tirés de l'Etude d'Impact Environnemental (SIA) du projet initial en Gauche Dora.

*Le coût pour les mesures réductrices et compensatoires pour l'environnement est d'environ **211 M€** (valeur janvier 2006). Environ 70% de cette somme couvrira les mesures réductrices et 30% les mesures compensatoires.*

Le projet de référence prévoit également des hypothèses de compensations de l'environnement en général mais aussi les communautés locales pour les impacts du projet qui ne peuvent être réduits et donc qui subsistent. Elles comprennent des

risente del diverso importo dei costi d'investimento rispettivi, legati alla diversa lunghezza del progetto (circa 60% in Francia e 40% in Italia).

COSTO DELLE MISURE AMBIENTALI IN FRANCIA

I dati riportati di seguito sono tratti dal Dossier di Pubblica Inchiesta, completato da valutazioni più dettagliate per quanto riguarda le misure in fase di cantiere, estratte del Progetto di Riferimento.

Per la parte francese, il costo per le misure di mitigazione e di compensazione per l'ambiente è di circa 230 M€ (valore gennaio 2006). Circa il 70% di questo importo coprirà le misure di mitigazione e il 30% delle misure di compensazione.

Misure di accompagnamento sono anche considerate per un importo di circa 30 M€ (valore gennaio 2006).

Complessivamente, queste misure rappresentano circa **260 M€** ovvero il 5,0 % dell'importo dell'investimento in territorio francese (5.205,4 M€).

COSTO DELLE MISURE AMBIENTALI IN ITALIA

Per memoria, i dati di riferimento riportati di seguito sono tratti dal Studio d'Impatto Ambientale (SIA) del progetto iniziale in Sinistra Dora.

*Il costo per le misure di mitigazione e di compensazione per l'ambiente è di circa **211 M€** (valore gennaio 2006). Circa il 70% di questo importo coprirà le misure di mitigazione e il 30% delle misure di compensazione.*

Il progetto di riferimento prevede anche delle ipotesi di compensazioni, che compensano l'ambiente in genere ed anche le comunità locali per gli impatti non mitigabili, e quindi residui, del progetto. Comprendono compensazioni ambientali, compensazioni

compensations environnementales, des compensations territoriales, des compensations sociales pour un montant d'environ 30 M€ (valeur janvier 2006).

Au total, ces mesures représentaient 241 M€, soit environ 9,3 % du montant de l'investissement en territoire italien (2.595,9 M€).

Par analogie avec le projet initial, on peut assumer que le projet Variante Mixte entraînera un coût pour les mesures environnementales du même pourcentage de grandeur par rapport au projet initial, soit environ 360 M€ (correspondant à 9,3% de 3.900 M€ environ), dont environ 315 M€ pour les mesures de réduction et de modération.

Expliquer brièvement :

COÛT DES MESURES ENVIRONNEMENTALES EN FRANCE

Les 230 M€ pour les mesures environnementales côté français sont répartis de la manière suivante :

- Eaux superficielles et souterraines : 50M€;
- Milieu naturel : 5,5M€ ;
- Paysage : 36M€ ;
- Acoustique : 49M€
- Urbanisme et suivi environnemental : 22M€;
-
- Archéologie : 0,5M€.
- Réduction en phase de chantier : 66 M€

COÛT DES MESURES ENVIRONNEMENTALES EN ITALIE

Les 315 M€ pour les mesures de réduction et de modération côté Italie, estimés sur la base d'un pourcentage d'incidence identique au tracé initial en Gauche Dora, sont répartis de la manière suivante :

- Eaux superficielles et souterraines : 80 M€ ;
- Récupération d'espaces verts et insertion

territoriali, compensazioni sociali per un ammontare di circa 30 M€ (valore 01/2006).

Queste misure rappresentavano complessivamente 241 M€, ovvero circa il 9,3 % dell'importo dell'investimento in territorio italiano (2.595,9 M€).

Per analogia con il progetto iniziale, si può assumere che il progetto Variante Mista comporterà un costo per misure ambientali dello stesso ordine di grandezza percentuale rispetto al progetto iniziale, ovvero 360 M€ circa (pari al 9,3% di 3.900 M€ circa), di cui circa 315 M€ per misure di riduzione e di mitigazione.

COSTO DELLE MISURE AMBIENTALI IN FRANCIA

I 230 M€ per le misure ambientali lato francese sono così ripartiti :

- Acque superficiali e sotterranee : 50M€;
- Ambiente naturale : 5,5M€ ;
- Paesaggio : 36M€ ;
- Acustica : 49M€
- Urbanistica e monitoraggio ambientale : 22M€ ;
- Archeologia : 0,5M€.
- Mitigazioni fase cantiere: 66 M€

COSTO DELLE MISURE AMBIENTALI IN ITALIA

I 315 M€ per le misure di riduzione e di mitigazione lato Italia, stimati sulla base della medesima incidenza percentuale del tracciato iniziale in Sinistra Dora, sono così ripartiti:

- Acque superficiali e sotterranee: 80 M€ ;
- Opere a verde per recupero ed inserimento

- dans l'environnement : 20 M€
- Barrières acoustiques : 95 M€
- Frais architecturaux et paysagers: 55 M€
- Réduction phase chantier : 30 M€
- Suivi environnemental : 25 M€
- Archéologie: 10 M€

- ambientale: 20 M€
- Barriere acustiche: 95 M€
- Costi architettonici e paesaggistici: 55 M€
- Mitigazioni fase cantiere: 30 M€
- Monitoraggio ambientale: 25 M€
- Archeologia: 10 M€

1.7. Dans le cas de projets dans le domaine de l'eau, des eaux usées et des déchets solides:

Expliquez si le projet est compatible avec un plan ou un programme sectoriel/intégré lié à la mise en œuvre de la politique ou de la législation communautaire dans ces domaines :

Non applicable puisque le projet ne concerne pas un ouvrage lié au secteur de la gestion des eaux, eaux refluees ou déchets.

Non applicabile in quanto il progetto non riguarda un'opera nel settore della gestione delle acque, acque reflue o rifiuti.

Les risques d'interférence entre le projet et le milieu naturel (rivières, ruisseau) ont naturellement été examinés dans l'étude d'impact du dossier d'enquête d'utilité publique et dans le dossier établi au titre de la Loi sur l'Eau en France. La conformité avec le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et avec la DCE (Directive Cadre européenne sur l'Eau) a été vérifiée.

I rischi d'interferenza tra il progetto e l'ambiente naturale (fiumi, ruscelli) sono tuttavia stati esaminati nello studio d'impatto del dossier d'inchiesta di pubblica utilità e nel dossier compilato a titolo della Legge sull'Acqua in Francia. E' stata controllata la conformità con il SDAGE (Schema direttorio di tutela e di gestione delle acque) e con la DCE (Direttiva quadro europea sull'acqua).

Ces risques ont également été examinés dans le "Studio d'Impatto Ambientale" du tracé initial en Italie (en rive Gauche de la Dora) et le seront à nouveau pour le projet Variante Mixte.

Tali rischi sono anche stati esaminati nello "Studio d'Impatto Ambientale" del tracciato iniziale in Italia (in sinistra Dora) e lo saranno di nuovo per il progetto Variante Mista.

2. COMPATIBILITE AVEC LA POLITIQUE COMMUNAUTAIRE SUR L'INTEROPERABILITE (UNIQUEMENT LES PROJETS FERROVIAIRES)

Le projet se conforme-t-il aux caractéristiques techniques de l'interopérabilité (rail à grande vitesse ou conventionnel, selon la nature du projet) actuellement en vigueur et/ou approuvées par le Comité de l'article 21", établi selon la directive 96/48 ?

Oui Non

Si ce n'est pas le cas, veuillez indiquer quels éléments des caractéristiques d'interopérabilité ne sont pas respectés et pourquoi. Le cas échéant, veuillez faire référence à toutes les demandes d'exemption précédemment adressées à la Commission :

Le projet Lyon-Turin fait partie des projets du réseau ferroviaire transeuropéen établi par décision n°1692/96/CE du Parlement et du Conseil du 23 juillet 2006.

Il progetto della Torino-Lione rientra tra i progetti della rete ferroviaria transeuropea stabilita con decisione n°1692/96/CE del Parlamento e del Consiglio del 23 luglio 2006.

La Commission Européenne a mis en place les directives suivantes :

La Commissione Europea ha attuato le seguenti direttive:

- 96/48/CE Interopérabilité Lignes G.V.
- 01/16/CE Interopérabilité Lignes Conventionnelles.
- 2004/49/CE sur la sécurité ferroviaire.
- 2004/50/CE de perfectionnement et intégration de la 96/48/CE et de la 2001/16./CE

- 96/48/CE Interoperabilità Linee Alta Velocità
- 01/16/CE Interoperabilità Linee Convenzionali.
- 2004/49/CE sulla sicurezza ferroviaria.
- 2004/50/CE di perfezionamento ed integrazione della 96/48/CE e della 2001/16./CE

Les caractéristiques technico-projectuelles de la partie commune sont décrites en tant que "ligne à trafic mixte marchandises-voyageurs conventionnelle et Autoroute Ferroviaire à grand gabarit avec une vitesse de projet de 250 km/h, vitesse d'exploitation voyageurs 220 km/h et fret de 100/120 km/h, pente maximum de 12,5‰, système de signalisation ERTMS 2 supporté par GSM-R, système de traction à 25 Kv c.a."

Le caratteristiche tecnico-progettuali della parte comune sono identificate come una linea a traffico misto viaggiatori - merci convenzionale ed Autostrada Ferroviaria a grande sagoma con velocità di progetto di 250 km/h, velocità di esercizio viaggiatori 220 km/h e merci di 100/120 km/h , pendenza massima del 12,5‰, sistema di segnalamento ERTMS 2 supportato da GSM-R, sistema di trazione a 25 kV c.a.

Le Projet est conforme aux Spécifications Techniques d'Interopérabilité (STI) actuellement en vigueur ou en cours de finalisation définies par la Directive 96-048 du 23 juillet 1996 :

Il Progetto è conforme alle Specifiche Tecniche di Interoperabilità (STI) attualmente in vigore o in corso di finalizzazione definite dalla Direttiva 96-048 del 23 luglio 1996 :

- STI « Energie », appliquée en considérant que la future ligne ferroviaire est de type

- STI « Energia », applicata in considerazione

mixte.

- STI « Sécurité dans les tunnels ferroviaires » (« Safety in railway tunnel »). (LTF a participé dans le cadre de l'AEIF à l'élaboration de cette STI).
 - STI « Infrastructure » en terme de paramètres fondamentaux applicables à la voie et aux ouvrages d'art, et les interfaces avec les autres sous-systèmes et l'environnement;
 - STI « Matériel roulant » par la prise en compte des paramètres fondamentaux applicables au matériel roulant et qui garantissent l'interopérabilité ;
 - STI « Contrôle Commande et Signalisation » par la mise en œuvre d'un système de signalisation de type ERTMS/ETCS niveau 2 ;
 - STI "Exploitation" pour la prise en compte des critères essentiels qui peuvent être retenus dans la phase actuelle du projet pour définir les principes de la future exploitation.
- del fatto che la linea ferroviaria è di tipo misto.
 - STI « Sicurezza nelle gallerie ferroviarie » (« Safety in railway tunnel »). (LTF ha partecipato nel quadro dell'AEIF all'elaborazione di questa STI).
 - STI « Infrastruttura » per i parametri fondamentali applicabili all'armamento e dalle opere d'arte e le interfacce con gli altri sottosistemi e l'ambiente.
 - STI « Materiale rotabile » per i parametri fondamentali applicabili al materiale rotabile, che garantiscono l'interoperabilità ;
 - STI « Controllo Comando e Segnalamento » per la messa in opera di un sistema di segnalamento di tipo ERTMS/ETCS livello 2 ;
 - STI « Esercizio » per la presa in conto dei criteri essenziali che possono essere ritenuti nella fase attuale del progetto per definire i principi del futuro esercizio.

Pour des travaux impliquant les systèmes de contrôle de vitesse et/ou des systèmes de signalisation incluant l'amélioration de l'enclenchement, le système ETCS sera-t-il mis en œuvre sur la section soumise aux travaux de construction ?

Oui Non

Si ce n'est pas le cas, veuillez indiquer les raisons pour lesquelles ETCS ne sera pas mis en application pendant l'exécution des travaux de construction, et indiquez à quelle date le système ETCS sera déployé sur la ligne. Si le système ETCS est mis en application dans le cadre des travaux de construction, veuillez confirmer que les travaux appropriés sont menés à bien, conformément à la version 2.3.0 des caractéristiques.

Le système ETCS sera mis en œuvre conformément aux spécifications applicables. On trouvera ci-après quelques précisions pour information. Ce chapitre est signé par les responsables français et italien.

Il sistema ETCS sarà messo in opera in conformità con le specifiche applicabili. Si riporta di seguito alcuni chiarimenti per conoscenza. Questo capitolo è stato firmato dai responsabili francese e italiano.

Le système de signalisation mis en oeuvre est le système unifié de contrôle/commande de signalisation ERTMS de niveau 2 composé de deux entités :

- La partie contrôle commande et signalisation basé sur le système ETCS (European Train Control System) qui couvre les sous-ensembles installés à bord des mobiles et ceux déployés au sol;
- La partie radio-télécommunication GSM – R (GSM for railways) basée sur les normes du GSM public

Un système de signalisation repli de type ERTMS1 sans signaux latéraux sera défini pour permettre la continuité de l'exploitation en cas de panne du système principal.

Le projet n'a, à ce jour, pas fait l'objet d'une évaluation par un organisme notifié : cette évaluation sera réalisée lors de l'élaboration du dossier de sécurité final permettant l'autorisation de la mise en service de la future liaison par les autorités de sécurité compétentes.

Toutefois, déjà dans le cadre de l'Avant-Projet de Référence de la solution initiale (Rive Gauche Dora), LTF a demandé à un consultant spécialisé de vérifier la conformité du projet aux Spécifications Techniques d'Interopérabilité. Ce Consultant comprenait les sociétés suivantes : Socotec, Italsocotec et Rina. On trouvera en annexe (annexe 7) un document attestant de cette vérification signé par le Chef de projet de ce groupement.

Autorité compétente :

13 JUIL. 2007

Il sistema di segnalamento messo in opera è il sistema unificato di controllo/comando di segnalamento ERTMS di livello 2 composto di due entità :

- La parte controllo-comando e segnalamento basata sul sistema ETCS (European Train Control System) il quale include i sottosistemi installati a bordo dei mezzi e quelli impiegati a terra;
- La parte radio-telecomunicazione GSM – R (GSM for railways) basata sulle norme del GSM pubblico

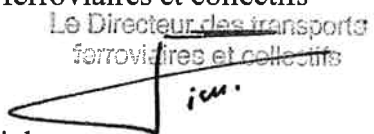
Un sistema di segnalamento di back-up di tipo ERTMS1 senza segnali laterali sarà definito per permettere la continuità dell'esercizio in caso di guasto del sistema principale.

Il progetto non è, sino ad ora, stato oggetto di una valutazione da parte di un organismo notificato: tale valutazione sarà realizzata durante la compilazione del dossier di sicurezza finale che consentirà l'autorizzazione dell'attivazione del futuro collegamento da parte delle autorità di sicurezza competenti.

Tuttavia, già nel quadro del Progetto di Riferimento della soluzione iniziale (Sinistra Dora), LTF ha chiesto ad un consulente specializzato di verificare la conformità del progetto alle Specificazioni Tecniche d'Interopérabilità. Questo consulente includeva le seguenti società: Socotec, Italsocotec e Rina. Si trasmette in allegato (allegato 7) un documento che attesta questa verifica firmato dal Capo progetto di questo raggruppamento.

Personne à contacter :

Nom : Patrick VIEU
Fonction: Directeur des Transports
ferroviaires et collectifs

Signature: 
Le Directeur des transports
ferroviaires et collectifs

Tampon officiel :

Patrick VIEU

**2. COMPATIBILITY WITH COMMUNITY POLICY ON INTEROPERABILITY
(RAILWAY PROJECTS ONLY)**

Does the project conform to technical specifications of interoperability (high-speed or conventional rail, depending on the nature of the project) currently in force and/or approved by the "Article 21" Committee, established in accordance with directive 96/48?

Yes No

If no, please indicate which elements of the interoperability specifications are not respected and why. If appropriate, please make reference to any exemption requests previously addressed to the Commission:

For works involving speed testing systems and/or signalling systems including the upgrading of interlocking, will the ETCS system be implemented on the section undergoing the construction works?

Yes No

If no, please specify the reasons for which ETCS will not be implemented during the execution of the construction works, and indicate at what date the ETCS system will be deployed on the line. If the ETCS system is implemented in the framework of the construction works, please confirm that relevant works are carried out in compliance with version 2.3.0 of the specifications.

Il progetto "Linea AV/AC Torino Lione - Nuovo valico del Frejus" (Parte Italiana) prevede l'implementazione di un sistema di segnalamento di terra conforme alla versione 2.3.0 dello standard europeo ERTMS/ETCS delle specifiche

Competent authority:

Contact person:

Name: **Carlo Carganico**

Function: **Responsabile della Struttura di
Certificazione Conformità di RFI S.p.A.**

Signature:



Official stamp:

10 LUG. 2007



3. COMPATIBILITE AVEC LE DROIT COMMUNAUTAIRE SUR LES AIDES D'ETAT

Des aides d'Etat ont-elles été accordées à ce projet, ou est-il prévu qu'elles le soient, et qui pourraient être incompatibles avec la loi de concurrence de la CE (articles 87 – 89 du Traité CE)?

Oui

Non

ANNEXE I

Formulaire de déclaration des entreprises ou organismes publics ou privés directement concernés qui mettent en œuvre le projet

Conformément à l'article 114, paragraphe 2 du Règlement du Conseil N° 1605/2002¹⁰ et au Règlement de la Commission N° 2342/2002¹¹, je déclare sur l'honneur :

I. que l'entreprise/l'organisme que je représente n'est pas dans une ou plusieurs des situations suivantes qui excluraient sa/son participation à une procédure d'octroi de subvention :

- a) en état ou faisant l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou étant dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ;
- b) l'entreprise/l'organisme ou ses représentants ayant fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle ;
- c) l'entreprise/l'organisme ou ses représentants ayant commis en matière professionnelle une faute grave constatée par tout moyen qui peut être justifiée ;
- d) n'ayant pas rempli ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou ses obligations relatives au paiement de ses impôts selon les dispositions légales du pays où il est établi ou celles de l'Etat membre bénéficiaire ou encore celles de l'état où le projet doit s'exécuter ;
- e) l'entreprise/l'organisme ou ses représentants ayant fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés ;

Les cas visés au point e) sont :

- i) Les cas de fraude comme visés à l'article 1 de la Convention sur la protection des intérêts financiers des Communautés européennes établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995¹²;
 - ii) Les cas de corruption comme visés à l'article 3 de la Convention sur la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des Etats membres de l'Union européenne, établie par l'acte du Conseil mai 1997¹³;
 - iii) Les cas de participation dans une organisation criminelle, comme définie à l'article 2 (1) de l'Action commune 98/733/JHA du Conseil ¹⁴ ;
 - iv) Les cas de blanchiment d'argent comme visés à l'article 1 de la Directive du Conseil 91/308/EEC¹⁵.
- f) ayant été déclaré, suite à la procédure de passation d'un autre marché ou de la procédure d'octroi d'une subvention financés par le budget communautaire, en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de ses obligations contractuelles.

g) en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de la procédure d'octroi de subvention ;

h) en état d'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés par le pouvoir adjudicateur pour leur participation au marché n'ayant pas fourni ces renseignements.

II. que l'entreprise/l'organisme que je représente s'engage à fournir, le plus rapidement possible, les documents mentionnés aux articles 134 et 174 du règlement de la Commission N° 2342/2002 sur demande de la Commission européenne, faute de quoi conformément à l'article 114 du règlement du Conseil N° 1605/2002 la subvention ne peut pas être octroyée.

III. que cette demande de financement ne fait pas l'objet d'une autre demande de financement à charge du budget communautaire.

IV. Dans le cas où une entreprise publique ou privée ou un organisme public ou privé introduit une demande :

Conformément à l'article 173 du règlement de la Commission n° 2342/2002, je déclare sur l'honneur que l'entreprise publique ou privée ou l'organisme public ou privé que je représente dispose de la capacité financière et opérationnelle pour mener à bien l'action proposée dans le cadre de cette demande.

Fait à : Chambéry le 20 juillet 2007

Nom : François Lépine

Fonction: Président

Nom et adresse de l'entreprise/l'organisme : Lyon Turin Ferroviaire SAS, 1091 Avenue de la Boisse, 73000 Chambéry

Signature:

¹⁰ Règlement (CE, EURATOM) No 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (JO L 248 du 16.09.2002, p. 1)

¹¹ Règlement (CE, Euratom) No 2342/2002 du 23 décembre 2002 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE, Euratom) No 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européenne (JO L357 du 31.12.2002, p.1)

¹² JO 316, 27.11.1995, p. 48.

¹³ JO C 195, 25.6.1997, p. 1.

¹⁴ JO L 351, 29.12.1998, p. 1. Action commune du 21 décembre 1998 faisant du fait de participer à organisation criminelle dans les Etats membres de l'Union européenne un délit.

¹⁵ JO L 309, 25.11.2005, p. 15-36. Directive 2005/60/EC du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur la prévention sur l'utilisation du système financier à des fins de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE).

ANNEXE II-A

INFORMATIONS CONCERNANT LES PROJETS SUSCEPTIBLES D'AVOIR DES EFFETS NEGATIFS IMPOTANTS SUR DES SITES NATURA 2000 NOTIFIES A LA COMMISSION EN VERTU DE LA DIRECTIVE 92/43/CEE

Document 99/7 rev.2 adopté par le comité "Habitats" (comité établi en vertu de la directive 92/43/CEE et composé de représentants des Etats membres) lors de sa réunion du 4.10.1999

Hab. 99/7 Rev. 2

Etat membre :

Date:

Informations transmises à la Commission européenne

En application de l'article 6 de la directive "Habitats"

(Directive 92/43/CEE)

Documentation envoyée pour

information/
(Art. 6(4).1)

avis/
(Art. 6(4).2)

Autorité nationale compétente:

Adresse:

Personne de contact:

Tel., fax, e-mail:

1. PLAN OU PROJET

Nom et code du site Natura 2000 affecté :

Le site

- est une ZPS au sens de la directive "Oiseaux sauvages"
- est un SIC proposé en application de la directive "Habitats"
- abrite un habitat/une espèce prioritaire

Résumé du plan ou du projet ayant des effets sur le site :

2. EFFETS NEGATIFS

Synthèse de l'évaluation des effets négatifs sur le site:

Note : Cette synthèse devrait mettre l'accent sur les effets nuisibles attendus à l'égard des habitats et des espèces pour lesquels le site a été proposé en vue d'être intégré au réseau Natura 2000. Joignez les cartes appropriées et décrivez les mesures d'atténuation déjà arrêtées.

3. SOLUTIONS ALTERNATIVES

Résumé des solutions alternatives envisagés par l'Etat membre

Raisons pour lesquelles les autorités nationales compétentes ont conclu à l'absence de solutions alternatives

4. IMPERATIVE REASONS

Raisons invoquées pour entreprendre néanmoins le plan ou le projet :

- raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique (en l'absence d'habitat/espèce prioritaire)
- santé humaine
- sécurité publique
- conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement
- autres raisons impératives d'intérêt public majeur

Décrivez brièvement les raisons

5. MESURES COMPENSATOIRES

Mesures compensatoires et calendrier envisagés:

ANNEX II –B

DECLARATION DE L'AUTORITE RESPONSABLE DES SITES NATURA 2000

Autorité responsable : **Ministère de L'Ecologie du Développement et de l'Aménagement durables**

Ayant examiné la demande concernant le projet

SITES NATURA 2000 EN FRANCE

- Site n° FR 8201782 (S41)
- Site n° FR 8201779 (S38)

SITI NATURA 2000 IN FRANCIA

- Sito n° FR 8201782 (S41)
- Sito n° FR 8201779 (S38)

Qui doit être réalisé a

SITES NATURA 2000 EN FRANCE

- Site n° FR 8201782 (S41) à Saint Martin la Porte
- Site n° FR 8201779 (S38) à Avrieux

SITI NATURA 2000 IN FRANCIA

- Sito n° FR 8201782 (S41) à Saint Martin la Porte
- Sito n° FR 8201779 (S38) à Avrieux

nous déclarons que le projet n'est pas susceptible d'avoir des effets importants sur un site Natura 2000, pour les raisons suivantes :

EFFETS SUR LES SITES NATURA 2000 EN FRANCE

Le dossier d'incidence sur les sites Natura 2000 n° FR 8201779 (S38) et n° FR 8201782 (S41) en France est joint à l'étude d'impact. Il conclut que le projet n'a pas d'effet dommageable notable sur ces sites Natura 2000. Le dossier a été instruit par les Services de l'Etat compétents via l'étude d'impact de l'enquête d'utilité publique et le dossier Loi sur l'Eau.

- Le site n° FR 8201779 (S38) à Avrieux est voisin d'un des ouvrages du projet (puits de ventilation d'Avrieux). La méthode d'excavation retenue (du bas vers le haut, depuis le tunnel de base) évite les extractions de matériaux par la surface, au niveau du site Natura 2000 : la majeure partie du flux de matériaux est ainsi reportée vers des secteurs

EFFETTI SUI SITI NATURA 2000 IN FRANCIA

Il dossier d'incidenza sui siti Natura 2000 n° FR 8201779 (S38) e n° FR 8201782 (S41) in Francia è allegato allo studio d'impatto. Conclude che il progetto non ha notevoli effetti dannosi su questi siti Natura 2000. Il dossier è stato esaminato dai competenti Servizi dello Stato via lo studio d'impatto dell'inchiesta di pubblica utilità e il dossier di Legge sull'Acqua.

- Il sito n° FR 8201779 (S38) di Avrieux è vicino ad uno delle opere del progetto (pozzo di ventilazione di Avrieux). Il metodo di scavo scelto (dal basso in alto, dal tunnel di base) evita l'estrazione del materiale dalla superficie, al livello del sito Natura 2000 : la maggior parte del flusso di materiale è così trasferita verso settori meno sensibili e limita

moins sensibles et limite de ce fait le trafic des camions. De plus, pendant la phase travaux, les mesures de réductions nécessaires contre les émissions de poussières et de bruit seront prises. En phase exploitation, l'usine de ventilation ne fonctionnera que pendant les phases d'entretien du tunnel de base et en cas d'incident. Les dispositifs spécifiques (matériaux d'isolation phonique et filtres) seront mis en place. Compte tenu des éléments développés ci-avant, il est considéré que le projet n'a pas d'effet notable sur ce site.

- Dans le secteur de Saint Martin la Porte, les ouvrages prévus (site de dépôt de déblais, plate forme de chantier et usine de ventilation) jouxtent le site Natura 2000 n° FR 8201782 (S41). En phase de chantier, les mesures de réductions nécessaires contre les émissions de poussières et de bruit seront prises. Le transport des matériaux au site de dépôt se fera par bandes transporteuses ou télébenches, systèmes ayant des incidences nulles à faibles, et en tout état de cause temporaires. En phase d'exploitation, l'usine de ventilation ne fonctionnera que pendant les phases d'entretien du tunnel de base et en cas d'incident. Compte tenu des éléments développés ci-avant, il est considéré que le projet n'a pas d'effet notable sur ce site.
- Nel settore di Saint Martin la Porte, le opere previste (sito di deposition di materiale di scavo, piattaforma di cantiere e centrale di ventilazione) sono attigue al sito Natura 2000 n° FR 8201782 (S41). In fase di cantiere, saranno avviate misure di riduzione necessarie contro le emissioni di polvere e di rumore. Il trasporto dei materiali al sito di deposito sarà effettuato tramite nastri trasportatori o teleferiche, sistemi che hanno incidenze da nulle a deboli e temporanee. In fase di esercizio, la centrale di ventilazione funzionerà solo durante le fasi di manutenzione del tunnel di base e in caso di incidente. Tenuto conto di tali elementi, si ritiene che il progetto non abbia effetti dannosi significativi notevoli su questo sito.

C'est pourquoi l'évaluation appropriée requise à l'article 6, paragraphe 3, n'a pas été jugée nécessaire.

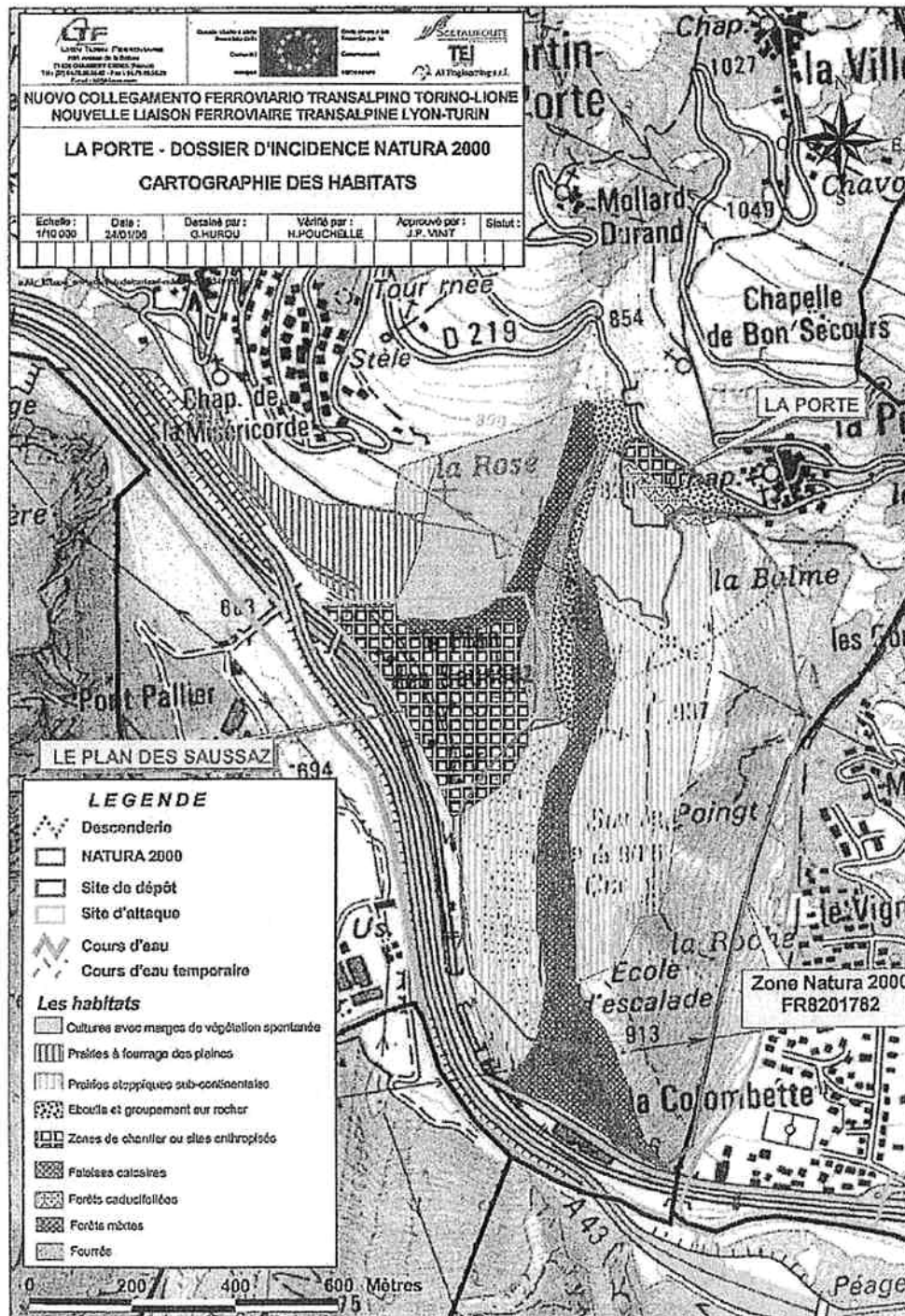
Une carte à l'échelle 1:100 000 (ou à l'échelle la plus proche) est jointe pour situer le projet ainsi que les sites Natura 2000 éventuellement concernés.

SITES NATURA 2000 EN FRANCE

Carte de situation du Site NATURA 2000 n° FR 8201782 (S41) – Extrait du Dossier Natura 2000 Volume 7 / Tome 7 du Dossier d'Enquête Publique :

SITI NATURA 2000 IN FRANCIA

Carta di posizione del Sito Natura 2000 n° FR8201782 (S41) – Estratta del Dossier Natura 2000 Volume 7 / Tomo 7 del Dossier di Pubblica Inchiesta :



Scan 25 © IGN-PARIS reproduction interdite Licence n° 2004 CUEx 204.

Carte de situation du Site NATURA 2000 n° FR 8201779 (S38) - Extrait du Dossier Natura 2000 Volume 7 / Tom 7 du Dossier d'Enquête Publique :

Carta di posizione del Sito NATURA 2000 n° FR 8201779 (S38) - Estratta del Dossier Natura 2000 Volume 7 / Tomo 7 del Dossier di Pubblica Inchiesta :

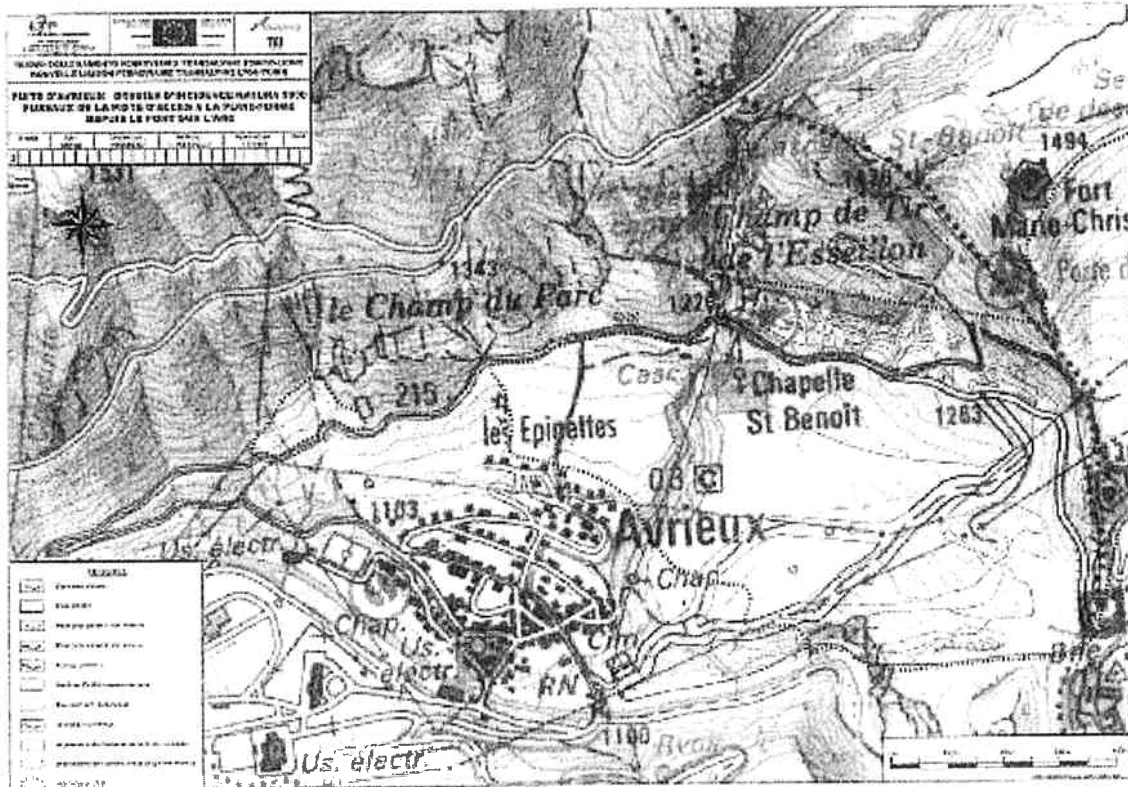


Figure 2: Carte topographique de la zone d'étude (2004) (DDE 07)

Date (dd/mm/yy) **13 JUL 2007**

Signé: **Le Directeur des Etudes Economiques et de Valorisation Environnementale**

Nom: **G. BANTONY**

Position: **Guillaume SAINTENY**

Organisation: **DIRECTION DES ETUDES ECONOMIQUES & DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE - MINISTRE DE L'ECOLOGIE, DE L'AMENAGEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLES**
 (Autorité responsable du suivi des sites Natura 2000)

L'ampour officiel:

ANNEX II –B (ITALIA)

DECLARATION DE L'AUTORITE RESPONSABLE DES SITES NATURA 2000

Autorità responsabile: **Ministero dell'Ambiente e della Tutela del Territorio e del Mare**

Ayant examine la demande concernant le projet

- Site n° IT 1110027 “Boscaglie di Tasso di Giaglione”
- Site n° IT 1110006 Parc Orsiera Rocciavrè
- Sito n° IT 1110027 “Boscaglie di Tasso di Giaglione”
- Sito n° IT 1110006 Parco Orsiera Rocciavrè

Qui doit être réalisé à

- Site n° IT 1110027 “Boscaglie di Tasso di Giaglione” en Vallée de la Clarée (Communes de Chiomonte et Giaglione)
- Site n° IT 1110006 “Parc Orsiera Rocciavrè” (Communes de S. Antonino di Susa, Mattie, Bussoleno, Villar Focchiardo, S. Giorio)
- Sito n° IT 1110027 “Boscaglie di Tasso di Giaglione” in Val Clarea (Comuni di Chiomonte e Giaglione)
- Sito n° IT 1110006 “Parco Orsiera Rocciavrè” (Comuni di S. Antonino di Susa, Mattie, Bussoleno, Villar Focchiardo, S. Giorio)

nous déclarons que le projet n'est pas susceptible d'avoir des effets importants sur un site Natura 2000, pour les raisons suivantes:

Une première évaluation des incidences a été réalisée pour les deux sites concernés par le projet Variante Mixte :

- “Boscaglie di Tasso di Giaglione (Val Clarea)” (Codice: IT 1110027);
- “Parco Rocciavrè” (Codice: IT 1110006)

L'évaluation conclut que l'incidence de la réalisation du projet sur ces sites est uniquement indirecte et négligeable.

- Le Site d'Importance Communautaire (SIC) Natura 2000 “Boscaglie di Tasso di Giaglione (Vallée de la Clarée)” (IT 111027), s'étend sur 1.100 hectare touchant le territoire de la commune de Guaglione, et se situe à une altitude comprise entre 1100 et 2400 m. La Vallée de la Clarée est une vallée transversale sur le versant orographique gauche de la Dora Riparia. Elle est dépourvue d'implantations à l'exception de

Una prima valutazione di incidenza è stata fatta per i due siti interessati dal progetto Variante Mista :

- “Boscaglie di Tasso di Giaglione (Val Clarea)” (Codice: IT 1110027);
- “Parco Rocciavrè” (Codice: IT 1110006)

La valutazione conclude che l'incidenza della realizzazione del progetto su di questi siti risulta solo indiretta e trascurabile.

- Il Sito di Importanza Comunitaria (SIC) Natura 2000 “Boscaglie di Tasso di Giaglione (Val Clarea)” (IT 111027), si estende su 1.100 ettari interessando il territorio del Comune di Giaglione, e si trova ad una altezza compresa tra 1100 e 2400 m. La Val Clarea è una valle trasversale posta sul versante orografico sinistro della Dora Riparia. E' priva di insediamenti stabili, tranne pochi nuclei di baite e casolari

quelques chalets et maisons de campagne utilisés presque uniquement en été. Son territoire, riche de bois et roches nues avec quelques traits calanqueux, a été le théâtre d'alluvions du torrent Clarée. Le projet prévoit la réalisation d'un puit de ventilation d'une longueur d'environ 5,5 km dont l'entrée sera située en Vallée de la Clarée, en rive hydrographique droite du torrent Clarée. La zone où sera réalisé le puit de ventilation se révèle externe au SIC "Boscaglie di Tasso di Giaglione" et est localisée sur le versant opposé à celui du site en question. De plus, le puit de ventilation sera creusé à partir de la galerie de reconnaissance de Colombera : par conséquent le chantier, qui sera situé en Vallée de la Clarée, servira uniquement à réaliser les ouvrages civils externes à l'entrée du tunnel. Ces ouvrages prévoient la réalisation du bâtiment où seront déposés les ventilateurs et les équipements électriques. Par conséquent, on peut considérer sur ces bases que le projet n'aura pas d'incidences significatives sur ce site.

- Le site Natura 2000 "Orsiera-Rocciavré" (IT 1110006) s'étend sur 10.952 hectares ; il fait partie du Parc naturel régional du même nom constitué en 1980 par la Région Piémont. Le Biotope est localisé en territoire de haute montagne sur la crête de séparation entre le Val Suse et les vallées Chisone et Sangone et il comprend 4 montagnes de hauteur supérieure à 2800 m. Les vallées courtes et raides qui le composent ont été modelées par les torrents. Le paysage est caractérisé aux alentours de 2000 m par des petits lacs d'origine glacière, surtout sur le versant du Val Chisone (talus centre-orientale), dans cette partie la morphologie est souvent âpre et sauvage. Sur le versant du val de Suse il y a par contre des prairies d'auteur et des forêts de plantes latifoliées et de conifères. Le biotope n'est pas intéressé directement par le projet car, dans cette zone, le tracé est développé en tunnel à 1300/1500 m sous terre et sur les bordures septentrionales du Site sur le territoire des communes de Mattie, Bussoleno, S.Giorio et Villarfochiardo.

utilizzati quasi esclusivamente in periodo estivo. Il suo territorio, ricco di boschi e di rocce nude con alcuni tratti calanchivi, è stata teatro di alluvioni del torrente Clarea. Il progetto prevede la realizzazione di un pozzo di ventilazione, lungo circa 5,5 km, il cui sbocco verrà localizzato in Val Clarea, in sponda idrografica destra del torrente Clarea. L'area in cui verrà realizzato il pozzo di ventilazione risulta esterna al SIC "Boscaglie di Tasso di Giaglione" e localizzata sul versante opposto a quello del sito in oggetto. Inoltre, il pozzo di ventilazione sarà scavato a partire dal cunicolo esplorativo di Colombera : pertanto il cantiere, che sarà posizionato in Val Clarea, servirà unicamente per realizzare le opere civili esterne all'imbocco del tunnel. Tali opere prevedono la realizzazione dell'edificio dove saranno posizionati i ventilatori e le attrezzature elettriche. Pertanto, in base a quanto detto, si ritiene che il progetto non abbia effetti significativi su questo sito.

- Il Sito di Importanza Comunitaria (SIC) Natura 2000 "Orsiera-Rocciavré" (IT 1110006) si estende su 10.952 ha ed è altresì parte dell'omonimo Parco naturale regionale istituito nel 1980 dalla Regione Piemonte. Il Biotopo è dislocato in ambiente di alta montagna sulla dorsale di separazione della val Susa dalle valli Chisone e Sangone e comprende ben 4 cime di altezza superiore ai 2800 m. Le brevi e ripide valli che lo compongono sono state modellate dai corsi d'acqua. Il paesaggio è caratterizzato alle quote prossime e superiori ai 2000m da laghetti di origine glaciale, specie sul versante della val Chisone (versante centro-orientale), in questa parte la morfologia è spesso aspra e selvaggia. Sul versante valsusino si incontrano invece praterie d'alta quota e boschi di latifoglie e di conifere. Il biotopo non è interessato direttamente dal progetto perché in questo tratto la linea si sviluppa in galleria a quota sottostante il piano campagna di 1300\1500m e sui margini nord del SIC sotto i territori comunali di Mattie, Bussoleno, S.Giorio e

Dans une position externe au Site Natura 2000 et à une distance de plus de 2 km, est prévue la sortie de la fenêtre du tunnel de l'Orsiera ; cette sortie pourra être empruntée par les moyens de secours et de sécurité et abritera les ventilateurs et l'équipement électrique.

Cette sortie est localisée en zones mixtes agricoles et de forêt et donc son influence sur le Site Natura 2000 est quasiment négligeable.

Pour mémoire, deux autres Sites d'Importance Communautaire Natura 2000 sont concernés par le projet initial Gauche Dora :

- "Oasi xerothermiche del la Vallée de Suse / Orrido de Chianocco" (Codice: IT 1110030),
- "Arnoderà / Colline Montabone" (Codice: IT 1110055).

De même, pour ces sites, l'incidence de la réalisation du projet a été simplement qualifiée d'indirecte et de négligeable.

Villarfocchiardo.

In area esterna al SIC e distante oltre due km dal suo margine nord, è prevista l'uscita della finestra del tunnel dell'Orsiera, uscita che potrà essere percorsa anche dai mezzi di servizio e sicurezza e che ospiterà ventilatori ed attrezzature elettriche.

Tale uscita è collocata in zone miste agro\boschive e quindi la sua influenza sul SIC è da intendersi pressoché trascurabile

Per memoria, due ulteriori Siti di Importanza Comunitaria Natura 2000 sono stati interessati dal progetto iniziale Sinistra Dora:

- "Oasi xerothermiche della Val di Susa / Orrido di Chianocco" (Codice: IT 1110030),
- "Arnoderà / Colle Montabone" (Codice: IT 1110055).

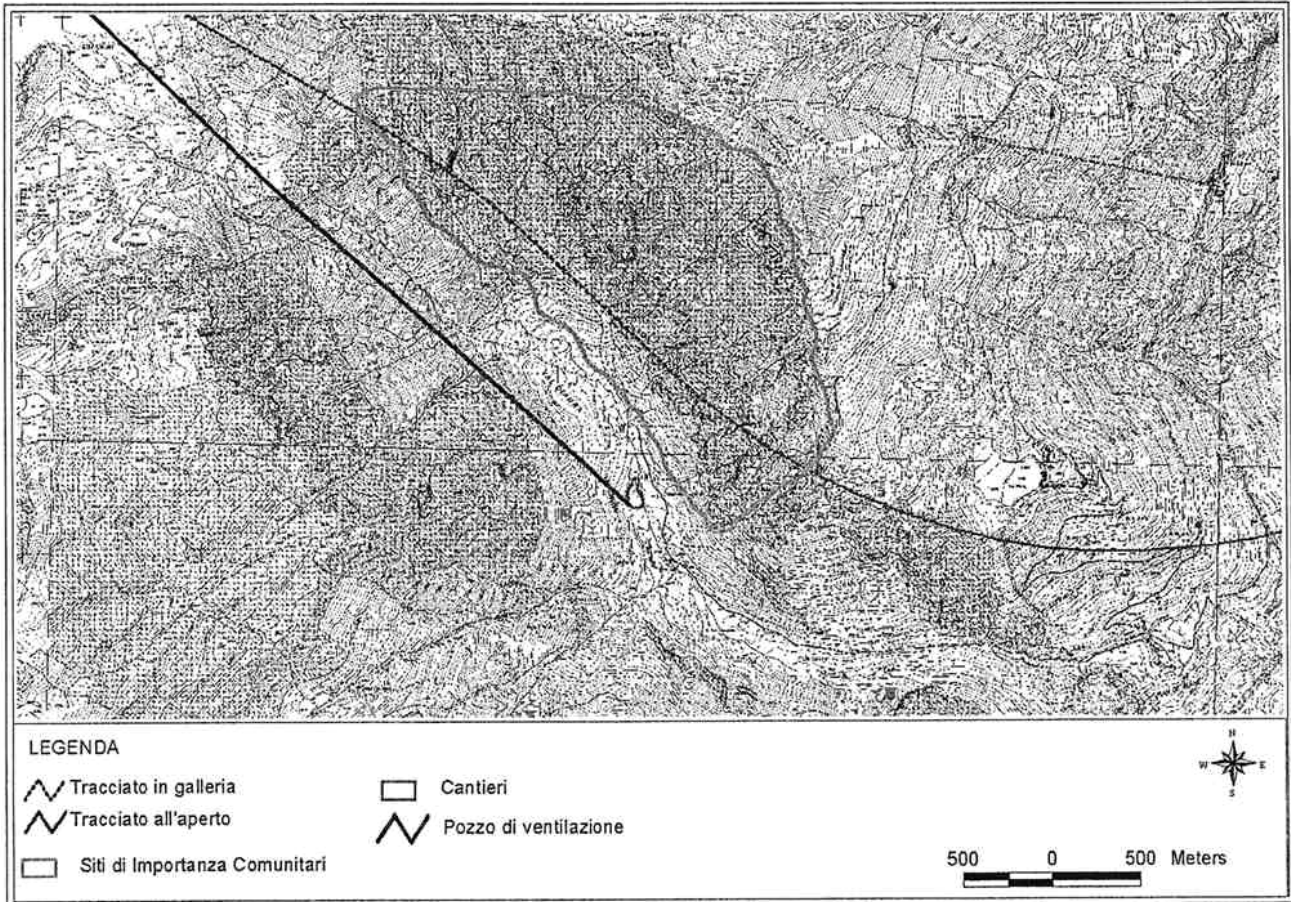
Anche per tali siti, l'incidenza della realizzazione del progetto era stata valutata come solo indiretta e trascurabile.

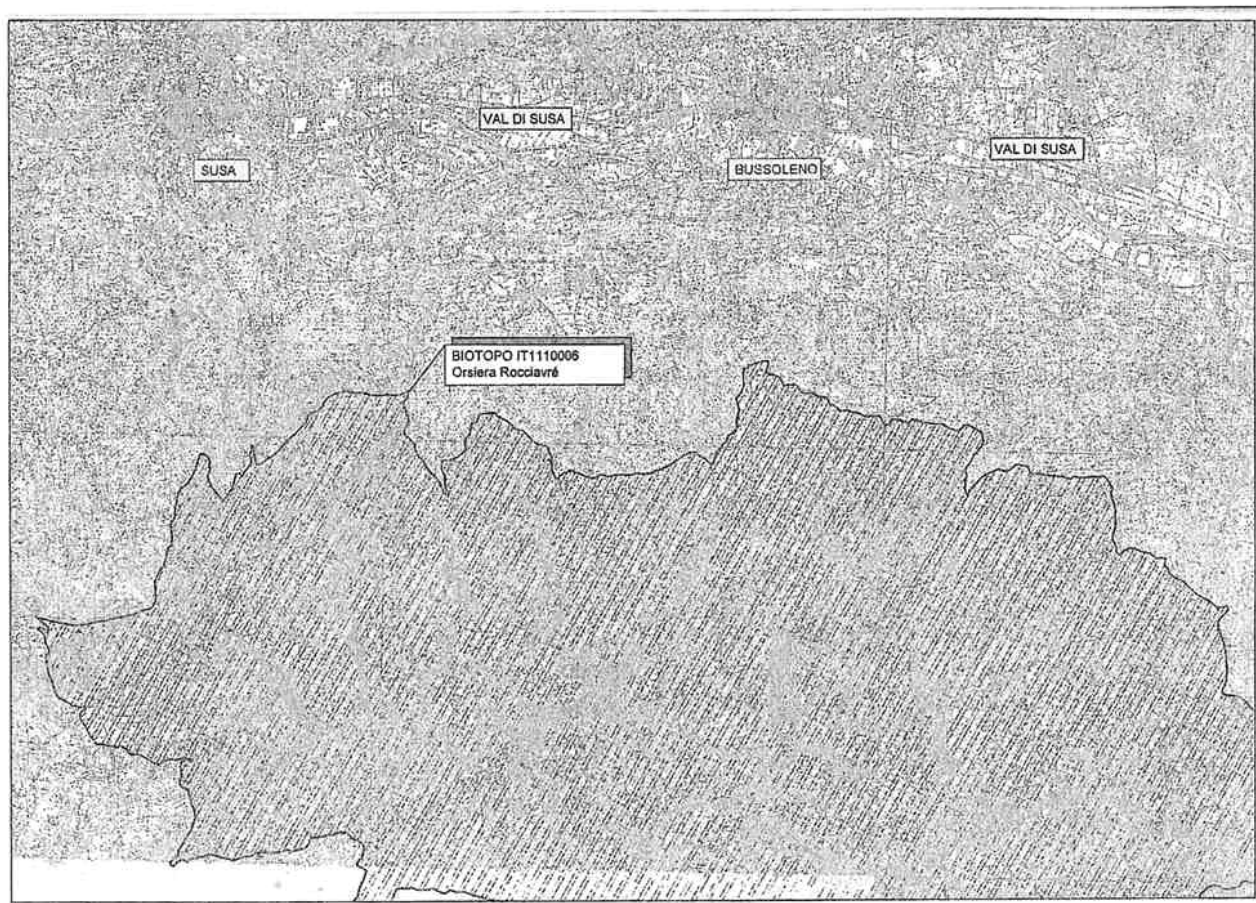
C'est pourquoi l'évaluation appropriée requise à l'article 6, paragraphe 3, n'a pas été jugée nécessaire.

Une carte à l'échelle 1:100 000 (ou à l'échelle la plus proche) est jointe pour situer le projet ainsi que les sites Natura 2000 éventuellement concernés.

Site n° IT 1110027 “Boscaglie di Tasso di Giaglione (Vallée de la Clarée)”:

Sito n° IT 1110027 “Boscaglie di Tasso di Giaglione (Val Clarea)”:





Data (dd/mm/yyyy):

Firmato: _____

Nome:

Qualifica:

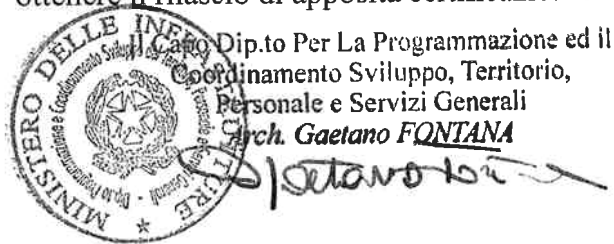
Direzione:

(Autorità incaricata dei siti Natura 2000)

Timbro ufficiale:

Il Ministero delle Infrastrutture conferma quanto segue:

- Per il Sito n°IT 1110027 “Boscaglie di Tasso di Giaglione” : Il sito faceva parte anche del progetto iniziale (in Sinistra Dora), sul quale è stato redatto un SIA che ha ottenuto parere positivo da parte del Ministero dell’Ambiente il 4 settembre 2003 (vedi in allegato l’estratto della delibera del Ministero dell’Ambiente);
- Per il Sito n°IT 1110006 Parco Orsiera Rocciavrè: Il sito rientra nel nuovo tracciato (Variante Mista) in corso di studio. La relativa relazione d’incidenza sarà inviata al Ministero dell’Ambiente in tempo utile per ottenere il rilascio di apposita certificazione.





Ministero dell' Ambiente e della Tutela del Territorio

Commissione Speciale V.I.A.

Parere

espresso ai sensi dell'art. 20 del D.Lgs. 20 agosto 2002, n. 190 ai fini dell'emissione della valutazione sulla compatibilità ambientale dell'opera:

"NUOVO COLLEGAMENTO FERROVIARIO TORINO-LIONE TRATTA CONFINE DI STATO - BRUZOLO"

Proponente : LTF (LYON TURIN FERROVIARIE)

La Commissione

visto l'art. 1 della Legge 21 dicembre 2001, n. 443 che delega il Governo ad individuare le infrastrutture pubbliche e private e gli insediamenti produttivi strategici e di preminente interesse nazionale da realizzare per la modernizzazione e lo sviluppo del Paese;

visto l'allegato 2 della Delibera del CIPE del 21 dicembre 2001, n. 121 che contempla, tra gli interventi strategici di preminente interesse nazionale di cui all'art. 1 della Legge n. 443 del 2001, la Tratta AV/AC CONFINE DI STATO-BRUZOLO del Nuovo Collegamento Ferroviario Torino-Lione;

visto l'art. 18, comma 5 del Decreto Legislativo 20 agosto 2002, n. 190, che stabilisce che il Ministro dell'Ambiente e della tutela del Territorio provvede ad emettere la valutazione sulla compatibilità ambientale delle infrastrutture e degli insediamenti produttivi strategici di interesse nazionale avvalendosi della Commissione speciale VIA;

visti gli artt. 17 e ss. del Decreto Legislativo 20 agosto 2002, n. 190 che regola le procedure per la valutazione di impatto ambientale delle grandi opere;

visti in particolare l'art. 18 del D.Lgs 20 agosto 2002, n. 190, sulle finalità dell'istruttoria e le norme tecniche, l'art. 19 dello stesso decreto che individua il contenuto della valutazione di impatto ambientale nonché l'art. 20 secondo il quale alla Commissione spetta di svolgere l'istruttoria tecnica e di esprimere il proprio parere sul progetto assoggettato alla valutazione dell'impatto ambientale;

[Handwritten signatures and initials]

3.4. Componente Vegetazione, flora e fauna

Lo studio è prevalentemente indiretto e realizzato attraverso indagini documentali e bibliografiche e ricognizioni sul campo che però trascurano la componente fauna, con buona descrizione di Vegetazione e Flora.

Gli impatti sulla componente considerata sono mitigati dall'attuazione delle misure di mitigazione e compensazione elencate nel SIA e dalle ulteriori particolari cautele da adottare in fase di progettazione definitiva e di realizzazione dell'opera.

Impatti generati da azioni di cantiere (fattori causali -A) :

- Realizzazione di barriere di contenimento delle polveri e del rumore lungo il perimetro delle aree di cantiere. Le protezioni perimetrali potranno essere anche realizzate con filari di specie arboree a rapido accrescimento (pioppo) impiantati su rilevati perimetrali, con la funzione anche di ridurre la percezione visiva delle aree e degli impianti e di creare nuovi elementi di connessione ecologica.
- Adeguamento del fondo stradale della viabilità di servizio, al fine di ridurre la polverosità.
- Trattamento acque di cantiere, prima dello scarico nei recapiti naturali.

Non sono previste misure mitigative degli impianti d'illuminazione, se non nella realizzazione e in una gestione razionale, finalizzate a ridurre al minimo le dispersioni luminose.

Impatti derivanti dalla natura stessa dell'opera (fattori causali -B) :

- La sottrazione/interruzione di elementi tipici delle componenti considerate (vegetazione naturale - habitat faunistici - corridoi ecologici), può essere oggetto sia di mitigazione, con interventi direttamente connessi con le opere infrastrutturali in progetto, che di compensazione, per gli impatti residui non mitigabili; le interferenze a carico degli ecosistemi presenti nell'Ambito territoriale sono oggetto di compensazione.

3.5. Componente Ecosistemi

Il tracciato interessa indirettamente tre SIC; nell'ambito dei 1000 m in asse al tracciato ferroviario, invece, si ritrovano due SIC:

- SIC "Orrido di Chianocco" (Biotopo BC10003): marginalmente con l'area vasta Bruzolo
- SIC "Oasi Xerotermitica della Val di Susa" (Biotopo BC 10030) : incide su poco più del 40% dell'area vasta Foresto (porzione Nord). Lo stesso sito si spinge fino ad interessare marginalmente l'area vasta Venaus, interferendo in maniera trascurabile con l'estremo Est dell'Ambito Territoriale
- SIC "Boscaglie di tasso di Giaglione" (Biotopo BC 10027) : incide su circa il 45% dell'area vasta Val Clarea, e su circa il 40% dell'ambito territoriale considerato.

Nessun SIC è direttamente attraversato dalla linea o occupato da un'area di cantiere, su di essi interferiranno indirettamente le attività di costruzione e di esercizio della linea. come si può vedere dalle Valutazioni di Incidenza, il pozzo di ventilazione della Val Clarea e la Finestra di Foresto potranno indurre sul SIC "Boscaglie di Tasso di Giaglione" e su quello delle "Oasi xerotermitiche della Valle di Susa" interferenze sia in fase di cantiere che di esercizio. Il sito di Cantalupo non sarà interessato dal presente progetto in quanto costituiva una possibile alternativa per lo stoccaggio del marino, alternativa superata con la scelta della Carrière du Paradis.

Per quanto riguarda il sito Clarea sono state fornite maggiori precisazioni sull'incidenza dovuta al progetto, compresa quella sul paesaggio. In particolare viene descritta l'opera (pozzo di ventilazione) che, pur ubicata al di fuori del SIC, potrebbe determinare interferenze sul paesaggio. Sono previste modalità costruttive, caratteristiche dimensionali e interventi di mitigazione e inserimento all'interno del contesto naturale tali da prevedere un'ipotesi di impatto sul paesaggio ragionevolmente contenuto.

Per il sito di Foresto, inoltre, il proponente dichiara che è stato intrapreso uno studio sistematico delle sorgenti e delle captazioni d'acqua, e che tali studi uniti agli approfondimenti geologico - strutturali anch'essi in corso consentiranno di migliorare la ricostruzione geometrica e l'estensione laterale degli acquiferi ad oggi noti e quindi di aggiornare le attuali valutazioni delle sorgenti, e che, comunque, le opere o le azioni di ripristino delle condizioni idrogeologiche faranno parte di un accordo con il sistema degli Enti Locali e saranno esplicitati nella fase del progetto definitivo.

3.6. Componente "Uomo" e Salute pubblica

L'analisi della cause di rischio significative per la salute umana delle opere in progetto e durante il loro esercizio, è stata affrontata, all'interno del SIA, in un capitolo specifico che comunque non riporta espressamente le valutazioni. Tuttavia si può fare riferimento alle analisi di alcune componenti riportate del quadro ambientale (atmosfera, rumore, campi elettromagnetici, ecc.).

Anche la verifica rispetto alla normativa è riportata in maniera sintetica nell'ambito della trattazione delle diverse componenti interessate, all'interno dei relativi capitoli del SIA. Pertanto le **mitigazioni per la salvaguardia della salute pubblica si esplicano attraverso l'adozione delle mitigazioni sulle singole componenti indicate nel SIA.**

3.7. Rumore e vibrazioni

Le aree di studio sono interessate da importanti corridoi infrastrutturali e da industrie di rilevante impatto sul territorio, tranne che per l'attraversamento della Val Cenischia collocato in un territorio scarsamente antropizzato in cui emerge come sorgente di rumore il tracciato autostradale della Torino-Bardonecchia ed, in parte, la Strada Provinciale Susa-Venaus prevalentemente percorsa da un traffico locale che tende ad intensificarsi nei giorni festivi, con effetti principalmente localizzati sul primo fronte edificato.

Nella piana di Bruzolo il tracciato ferroviario in progetto si snoda in un'area caratterizzata dalla concentrazione nel fondovalle di infrastrutture di trasporto stradali e ferroviarie, oltre a industrie di rilevante impatto sul territorio, tra cui un'acciaieria.

La classificazione acustica dei ricettori, dei quali è stato effettuato 1 censimento, è stata interrelata alla classificazione di sensibilità vibrazionale dell'ambiente considerando le definizioni contenute nella UNI 9614 che prevede :

- Classe I : ospedali, scuole, attività produttive utilizzando strumentazioni di precisione
- Classe II : aree residenziali
- Classe III : aree industriali, produttive, ecc.

Per il progetto finale è stata prodotta una simulazione acustica completa con il programma

Roma, li 5/07/2007
RFI / DM / PINT / 14

Dott. Aldo Cosentino
Ministero dell'Ambiente e della Tutela
del Territorio e del Mare
Direzione per la Protezione della
Natura
Via Capitan Bavastro, 174
00147 Roma

Oggetto: Programmazione contributi comunitari 2007 - 2003
Bando per le reti TEN-T per i finanziamenti MIP ed EXTRA-MIP(2007 -
2013).

Allegati: 1

La procedura comunitaria per il finanziamento del programma di realizzazione della Rete Transeuropea dei Trasporti (T.E.N.-T), prevede il rilascio delle apposite dichiarazioni da parte dell'Autorità nazionale competente per la sorveglianza dei siti "Natura 2000".

Dovendo attivare tale procedura di finanziamento per i progetti riportati nell'allegato prospetto, si comunica, al fine di consentire la programmazione delle attività da parte di Codesto Ministero, che sono in fase di avvio le valutazioni d'incidenza prescritte dal DPR 357/97 e successive modificazioni, presso gli Enti Regionali competenti, e sarà successivamente richiesto per ciascuno degli stessi, il rilascio della certificazione sui siti di "Natura 2000", in ottemperanza a quanto stabilito dall' Art. 6 - paragrafo 3 - della Direttiva Habitat 92/43/CEE, secondo l'Application Form for Community financial aid in the field of the trans-European transport network - Multi-Annual/Annual work Programm (2007/2013), predisposto dalla DG TREN per i Programmi dei finanziamenti di cui in oggetto.

Cordiali saluti.

COPIA CONFORME



Ing. Mario Goliani

Il Capo Dipartimento
Coordinamento Sviluppo e Servizio,
Personale e Servizi Generali
Arch. Gaetano FONTANA

ALLEGATO 1

ELENCO dei Progetti da allegare alla lettera indirizzata al Ministero dell'Ambiente (a firma dell'Ing. Goliani - con protocollo RFI/DM/PINT/14 del 5 luglio 2007) :

- 1) Linea AV/AC Novara-Milano;
- 2) Linea AV/AC Milano-Bologna;
- 3) Linea Torino - Lione (nuovo valico del Frejus);
- 4) Linea di accesso al Brennero - Realizzazione del quadruplicamento della tratta Fortezza - Verona;
- 5) Linea di accesso al Brennero - Realizzazione della Circonvallazione di Trento;